

Daniel Bensaïd

Staline, le Petit Père des Peuples

Nous reproduisons ci-dessous le texte d'un synopsis écrit pour un documentaire sur Staline qui ne s'est finalement pas fait.

Comment devient-on Staline ? Qu'est-ce que Staline, qui lègue son nom à un phénomène inouï, désignant non seulement la dégénérescence du premier État issu d'une révolution socialiste, mais encore le détournement d'un idéal : « avant », il y avait au bout des mots (socialisme, communisme, internationalisme) des promesses lumineuses ; « après », il y a l'accablement, le brouillard et les doutes. Du stalinisme, la vision de l'avenir sort bouleversée. Le nazisme peut être (à tort) pensé comme une exception ou une monstruosité passagère. Le stalinisme n'est en aucun cas une parenthèse : il brise irrémédiablement la confiance dans la ligne droite du progrès historique.

Au fur et à mesure que s'ouvrent les archives et que ressuscite la mémoire, apparaît la démesure de ce grand théâtre de la cruauté. Le rêve qui, au siècle passé, soutenait l'espoir d'un âge nouveau, vire au cauchemar des poignards et des poisons médiévaux. Une nouvelle époque apporte avec elle une nouvelle immoralité politique. L'ancienne morale s'est effondrée avant qu'une nouvelle ne soit formée. Dans la béance de ce « déjà plus » et de ce « pas encore » surgit le cynisme politique typiquement moderne préfiguré par Fouché.

Staline, ce n'est ni l'infailibilité triomphale de la légende dorée, ni la totale imposture : un mélange d'hésitations, de lâchetés, de fourberies, et de savoir-faire, de patience obstinée,

de détermination brutale. C'est ce mélange qui en fait le sombre génie d'une époque.

Premier épisode Le Géorgien merveilleux

1. Koba le comitard

Des futurs dirigeants bolcheviques de premier plan, Joseph Vissarionovitch Djougachvili est le seul né de parents qui ont connu le servage. Caucasiens d'origine rurale, fils de savetier, son envoi au séminaire de Tiflis porte la marque d'une aspiration à la promotion sociale. Il y assimile la langue russe en même temps que la scolastique cléricale. Ses premières manifestations de rébellion contre l'infériorité sociale et culturelle s'expriment dans l'admiration déclarée envers les « bandits sociaux » de la littérature géorgienne. D'où le choix de son premier pseudonyme : Koba.

Dès 1898, il adhère au Messame Dassi (le Tiers état), mouvement influencé par le marxisme. Il n'en est pas un personnage de premier plan. Le futur dirigeant menchevique Tseretelli le considère alors « désorganisateur et fou ». En 1903, il épouse une femme profondément croyante. À la suite de rivalités et de conflits au sein du groupe bolchevique de Tiflis, très inférieur en nombre au courant menchevique, il part pour Batoum et Bakou, où la légende apologétique situera ses débuts d'organisateur intrépide de grèves et de manifestations parmi les travailleurs du pétrole.

Le III^e congrès du Parti se réunit à Londres, en avril 1905, alors que l'effervescence révolutionnaire a déjà commencé. La délégation du Caucase y est composée de Kamenev (plus tard fusillé sur ordre de Staline), de Nevski (qui disparaîtra comme « ennemi du peuple »), de son condisciple de Tiflis, Djaparidzé (fusillé en 1918 par les Anglais) et de Tskhakaïa.

Point de Koba. Au congrès, Lénine sensible au souffle révolutionnaire venu de Petersbourg, se déchaîne contre l'esprit routinier des « comitards hautains », cette aristocratie d'appareil en herbe, constituée par des responsables locaux, imbus de leur importance de révolutionnaires professionnels et défiants envers l'ouvrier : « Je me contenais à peine lorsque j'entendais dire qu'il n'y avait pas d'ouvriers capables de faire partie des comités. » Or, Koba, qui adjurait les ouvriers de Tiflis réunis de reconnaître, « la main sur le cœur », qu'il n'y en avait pas un parmi eux dignes du sacerdoce partidaire, était un de ces comitards typiques...

2. Koba devant Lénine : deux images du chef

Dans les moments cruciaux où les masses font irruption, le comitard rentre dans sa coquille. La discrétion de Koba en 1905 annonce celle de Staline en 1917. Trop froid et calculateur pour être un orateur en vue, incapable de s'enthousiasmer, il est incapable d'enflammer les autres. Ses écrits de 1905, curieusement, ne disent rien sur la nouveauté que représentent les soviets. Dans un premier temps, le comité bolchevique de Petersbourg a également manifesté son incompréhension en adressant au soviét un ultimatum le sommant de faire sien le programme du Parti... ou de se dissoudre. Lénine y voit au contraire un moyen inédit de lutte pour le pouvoir.

En décembre 1905 cependant Koba participe en tant que délégué du Caucase à sa première grande conférence bolchevique à Tamersfors. Il y est, dans une atmosphère fébrile de préparatifs révolutionnaires (les délégués vont dans les bois s'exercer au tir entre les sessions), le discret délégué Ivanovitch. Il prétendra plus tard (pour les besoins de la lé-

gende) que sa première rencontre avec Lénine – par le biais d’une correspondance indirecte ! – date de 1903. En réalité, c’est à Tammersfors qu’il voit Lénine pour la première fois. Une semaine après la mort de Lénine, il racontera cet événement à une réunion des élèves officiers de l’Armée rouge : « J’espérais voir l’aigle des montagnes de notre parti, un grand homme, grand non seulement sur le plan politique, mais, si l’on veut, grand physiquement car je me représentais le camarade Lénine comme un géant imposant et de belle prestance. Quelle ne fut pas ma déception quand j’aperçus l’homme le plus ordinaire, d’une taille un peu au-dessous de la moyenne, un homme qui ne se distinguait en rien, absolument en rien du commun des mortels... On admet que le grand homme vienne de coutume en retard aux réunions, afin que les assistants attendent son apparition d’un cœur tendu ; on les prévient d’ailleurs : chut !... silence !... le voilà ! Ce rite ne me paraissait pas superflu. Car il en impose. Il inculque le respect. Quelle ne fut pas ma déception quand je sus que Lénine était venu à la réunion avant les délégués et s’étant en quelque sorte dissimulé dans un coin il y conversait avec les délégués les plus ordinaires. Je ne vous cacherais pas que cela me parut alors une infraction à certaines règles indispensables... » ! Fantastique jeu de miroirs, où s’exprime la vulgarité naïve de Koba-Staline, et où il révèle sa propre conception de la mise en scène du pouvoir. Il l’imposera dès l’organisation, en janvier 1924, des obsèques de Lénine, où se manifeste la nouvelle religiosité du régime.

En avril 1906, Koba-Ivanovitch est à nouveau présent au congrès de Stockholm qui doit sanctionner les retrouvailles entre bolcheviques et mencheviques : il y est le seul délégué bolchevique du Caucase face à dix men-

cheviques, dont de nombreux ténors. Mais le reflux est déjà amorcé. Les discussions portent sur le boycott de la Douma et sur la question agraire. Ivanovitch intervient sur ce second point pour défendre, face à la municipalisation menchevique et la nationalisation bolchevique de la terre, une tierce position : la distribution. Ce qui ne l’empêchera pas d’être, vingt-cinq ans plus tard, l’artisan de la collectivisation forcée.

Encore présent à Londres en 1907 (où les bolcheviques sont majoritaires), il a seulement un vote consultatif n’ayant pu réunir les 500 voix nécessaires à Tiflis. C’est aussi l’occasion de sa première rencontre avec Trotski, dont ce dernier dit n’avoir gardé aucun souvenir.

3. « Boievik » ?

Au congrès de Stockholm, Ivanovitch avait pu déclarer, à l’unisson de nombreux délégués, qu’on était à la veille d’une nouvelle explosion révolutionnaire. Les détachements de partisans armés de l’Oural ou du Caucase se préparaient à cette perspective. Mais point d’explosion : le reflux inexorable. Dans ces conditions, « la politique d’agression » tournait au simple coup de main et se réduisait aux « expropriations » de subsistance. De janvier 1905 à la convocation de la première Douma impériale (avril 1906) on dénombre approximativement 14 000 tués, 1 000 exécutions, 20 000 blessés, 70 000 arrestations et déportations. La terreur d’en bas répond à la terreur d’en haut. Le nombre d’actions « terroristes » augmente à proportion que décline le mouvement gréviste.

Les actions des « boieviki » se développent notamment dans l’Oural et en Pologne. Malgré l’opposition des mencheviques, Lénine continue à les encourager en sous-main. Le Cau-

case est une zone active où s’illustrent des personnages légendaires, Kamo « l’homme de main de Lénine » ou Kote Tsindzadzé. L’expropriation de Tiflis (1907) est précisément l’un des hauts faits et l’un des grands scandales internes de cette activité.

« Pas mal de jeunes gens, commente Olminsky, périrent à la potence ; d’autres se débauchèrent ; d’autres enfin perdirent tout espoir en la Révolution. Et le public se mit à confondre les révolutionnaires avec les bandits de droit commun ». Citant en exemple le cas de Bakou, il signale que la renaissance du mouvement ouvrier révolutionnaire fut d’autant plus lente qu’il y avait eu plus d’engouement pour les « ex ».

Sans être opérationnel, Koba est probablement à partir de 1906 le cordon ombilical entre les boieviki du Caucase et la direction du parti ; d’où son statut protégé au congrès de Londres. C’est pendant cette période dépressive qu’il inspire confiance à Lénine : nombre d’intellectuels passent alors de la politique à la science, à la « recherche de Dieu », à la « mystique érotique ». Les suicides sont nombreux. L’aristocratie ouvrière même cherche des voies de promotion individuelle. L’organisation de l’arrondissement de Moscou, qui compte encore 500 membres en 1908, a cessé d’exister deux ans plus tard. Koba est arrêté en 1909 et déporté après six mois d’emprisonnement à Bakou. Le S.R. Vérechtchak y perçoit son « développement extrêmement unilatéral », son mélange de grossièreté et de ruse, son manque de principes mais aussi son endurance. C’est là, au milieu des pires tensions (cohabitation avec les condamnés à mort), que Koba, porté sur le positivisme, « étudiait tranquillement l’espéranto », à ses yeux langue de l’avenir. C’est aussi pendant cette période qu’il manifeste – prudemment – les premiers signes d’in-

dépendance envers les prestigieux dirigeants en exil. Évade de déportation, il constate, de passage à Petrograd : « le Parti dont nous étions fiers n'existe plus. » Il exprime son scepticisme envers « les organes étrangers éloignés », parle entre guillemets de la « direction » émigrée et demande le transfert du centre pratique dirigeant en Russie.

Pourtant, à la même époque, Lénine, déçu par la débandade des vieux cadres fatigués, cherche des hommes nouveaux, des « praticiens ». L'étoile du groupe de Bakou, dont le nom de code dans la liste de Kroupskaïa était « les chevaux », monte.

En 1912, lors de la conférence de Prague qui entérine la rupture définitive avec les mencheviques, Koba entre pour la première fois au comité central, par la petite porte de la cooptation, car il est encore un inconnu peu prestigieux pour la plupart des délégués. Pour aider ce « merveilleux Géorgien » encore un peu fruste (pour consolider son prestige ?), Lénine l'aide pendant deux mois à produire l'essai sur la question nationale, qui établit sa réputation de spécialiste.

Il disparaît ensuite de la circulation pour plusieurs années de déportation silencieuse. Pendant la guerre, il se tient à l'écart des discussions passionnées des colonies de déportés et n'écrit pratiquement rien.

Pour Sverdlov, avec qui il partage initialement une chambre, il est un compagnon quelque peu encombrant, « un bon garçon mais beaucoup trop individualiste dans la vie quotidienne ». Pour rêver dans sa toundra solitaire du Yénisseï, Koba réclame aux Allilouiev (ses correspondants de Petrograd) des cartes postales : « Dans cette campagne maudite, j'ai été vaincu par le simple désir de voir quelques paysages, serait-ce seulement sur du papier. »

4. Dans les situations extrêmes, « politicien du juste milieu »

Dans les moments cruciaux, Koba, devenu Staline, se révèle pragmatique, circonspect, et prêt au compromis. Avant de se risquer, il observe et prend le vent. Cette prudence n'est pas incompatible avec la force de caractère et la brutalité dans la décision. Il est une sorte d'opportuniste armé, capable d'aller jusqu'au bout une fois la décision prise. Ce comportement se vérifie en 1917.

De retour à Petrograd après son hibernation sibérienne, c'est la routine du comitard qui prévaut à nouveau, et non le déchiffrement de la situation nouvelle. Le 28 mars se tient la conférence bolchevique panrusse. Les procès-verbaux existent, même s'ils sont longtemps restés confidentiels. Trotski dit n'en avoir reçu copie qu'en 1926, au moment de la rupture de la « troïka ». Dans son rapport, Staline ne met pas l'accent sur l'affrontement prévisible entre soviets et gouvernement provisoire, mais sur leur complémentarité : le soviets a pris la tête des transformations révolutionnaires alors que le gouvernement provisoire a pris le rôle « de consolideur des conquêtes du peuple révolutionnaire ». Il se retranche derrière les formules vagues et temporisatrices : « Une telle situation a ses avantages aussi bien que ses désavantages. Il ne serait pas à notre avantage actuellement de forcer les événements... » Dans la même logique, il est ouvert aux propositions d'unification de son vieil ennemi menchevique Tseretelli. D'après l'historien Soukhanov, il fait alors « l'impression d'une tache grise apparaissant et disparaissant d'une manière terne et sans laisser de trace ».

Le retour de Lénine et ses thèses d'Avril brisent la routine et secouent le parti. Dans le doute, Staline prend le sillage de Lénine, fait

le dos rond. À 38 ans, il est élu pour la première fois directement au comité central : promotion à l'ancienneté. Tout au long des journées de juillet, il joue un rôle de négociateur et d'entremetteur. Après le soulèvement, alors que la direction discute de l'opportunité d'une reddition volontaire de Lénine au gouvernement provisoire, Staline, craignant à juste titre un assassinat camouflé, est le plus déterminé pour l'en dissuader : il a l'instinct de ces choses-là. Rapporteur au congrès de juillet, il y défend contre Boukharine les nouvelles thèses de Lénine. Un nouveau CC de 21 membres et dix suppléants est élu. Sur les 21 noms établis, quatre seulement (Sverdlov, Lénine, Dzerjinsky et Noguine) mourront de mort naturelle. C'est lui qui rédige le manifeste adopté par la conférence : « Ces messieurs espèrent évidemment confondre nos rangs pour semer le doute et la confusion parmi nous et nous faire douter de nos chefs. Les malheureux ! Ils ne savent pas que jamais les noms de nos chefs (c'est-à-dire les noms de Lénine, Trotski, Zinoviev, Kamenev) n'ont été aussi chers à la classe ouvrière et proches d'elles qu'ils le sont maintenant... »

Il suit à nouveau Lénine dans l'appel à l'insurrection, même s'il n'y joue guère de rôle, malgré la légende postérieure du comité militaire du parti qui ne s'est jamais réuni. Pour le premier anniversaire de la Révolution, il écrira même dans la *Pravda* un éloge du rôle de Trotski à la tête de l'insurrection, supprimé en 1947 de l'édition de ses *Œuvres complètes*. Il importe de souligner ici l'effervescence de masse de l'événement révolutionnaire par contraste avec ce que sera la tonalité des années 1924-1927, dans le mode de vie, le reflux de la participation populaire, le climat dans le parti. À la veille de l'insurrection, il prend la plume contre Gorki et les hésitants,

assénant des formules définitives aux accents rétrospectivement macabres : « La révolution n'a pas à regretter ni enterrer ses morts. »

5. La guerre civile

Commissaire du peuple aux nationalités, Staline s'installe au Kremlin. L'affaire de Tsaritsyne marque dès janvier 1919 le début de son conflit ouvert avec Trotski. Tsaritsyne fut le centre d'une opposition virulente à la nouvelle politique militaire du commissaire à la Guerre. On y trouve Ordjonikidzé, Vorochilov, Bou-dienny, « presque comme si l'ancien comité de Bakou avait été transféré à la tête de la X^e armée ». Elle exprime par sa volonté d'indépendance la méfiance plébéienne envers l'ancienne intelligentsia. En pleine situation militaire critique, la réaction de Trotski est violente : « le patronage par Staline de la tendance de Tsaritsyne est un ulcère dangereux, pire que n'importe quelle perfidie ou trahison de spécialistes militaires... Vorochilov + les guérillas ukrainiennes + le bas niveau culturel de la population + la démagogie – nous ne pouvons en aucun cas le tolérer », écrit-il à Lénine.

En 1920, la question polonaise est l'occasion d'un nouveau conflit entre Trotski et le groupe de Tsaritsyne. Lénine croit au soulèvement révolutionnaire en Pologne si l'armée rouge marche sur Varsovie. Trotski est réticent. Mais dès lors que la décision est prise contre son avis, il faut tout faire pour épauler la prise de Varsovie par Toukhatchevsky. Avec l'armée de Egorov, Staline, Vorochilov et Bou-dienny n'en font à nouveau qu'à leur tête et veulent prendre Lemberg (Lvov) pour leur propre gloire. En 1930, un certain N. Popov écrira dans la *Pravda* : « Trotski était opposé à cette avance comme un révolutionnaire petit-bourgeois qui considérait inadmissible d'in-

roduire la révolution en Pologne de l'extérieur. » On a alors l'accusation inverse d'avoir voulu « exporter » la révolution à tout prix !

Pendant la période de la guerre civile et le début de la Nep, Staline consolide sa position. Il n'est plus le personnage secondaire que prétend Trotski. Lorsque, au lendemain d'Octobre, est formé un exécutif de quatre membres du CC, on y trouve Lénine, Trotski, Sverdlov et Staline. Il est encore, avec Lénine et Trotski, parmi les trois bolcheviques qui constituent le cabinet restreint de la coalition avec les S.R. de gauche. Pendant la durée de la guerre civile, il figure régulièrement parmi les cinq membres du bureau politique (Lénine, Trotski, Boukharine, Zinoviev, Kamenev, Staline). Le 3 avril 1922, alors qu'il est déjà commissaire aux Nationalités et à l'Inspection ouvrière et paysanne, il accède au secrétariat du comité central, fonction nouvelle et encore sans prestige particulier.

Certes, il reste un homme de l'appareil, l'assistant effacé mais indispensable de Lénine, plutôt qu'un homme public de premier plan. À un interlocuteur qui s'inquiète alors de cette accumulation de fonctions, Lénine réplique alors : « Il nous faut quelqu'un à qui n'importe quel représentant national puisse en appeler... Où pouvez-vous me trouver cet homme-là. Je ne pense pas que Préobrajensky puisse indiquer quelqu'un d'autre que Staline. C'est pareil pour l'Inspection ouvrière et paysanne. Pour s'y mesurer avec succès, il faut à la tête un homme qui possède de l'autorité. »

6. Le « dernier combat de Lénine »

On a souvent relevé l'ironie sinistre de l'histoire par laquelle Staline fut nommé à la tête du Rabkrin, censé contrôler l'appareil et former une sorte d'élite incorruptible de la fonction publique. Cette idée était chère à Lénine,

peut-être le premier conscient de la menace de gangrène bureaucratique. Il n'imaginait pas, dans un pays arriéré, pauvre, analphabète, d'autre remède qu'un commissariat d'anges, vieille réminiscence des formes de despotisme éclairé imaginées tout au long du XIX^e siècle pour guider le passage de la vieille barbarie à l'ordre nouveau. La seule alternative eut consisté à miser sur l'extension de la démocratie et la régénérescence permanente par un nouvel apport vivant. Mais il fallait du temps, pour reconstituer les forces sociales du prolétariat, éduquer massivement les populations. L'urgence et la méconnaissance du péril bureaucratique poussaient à remplacer la démocratie de masse par le despotisme éclairé du parti.

Le corps d'élite fut le premier à dégénérer en police officieuse. Mais, surtout, la complémentarité entre le Rabkrin et le secrétariat général, la généralisation de la nomination des dirigeants provinciaux et locaux, au lieu de leur élection, confèrent à Staline l'extraordinaire pouvoir de modeler la nomenklatura naissante, qui constitue la base de sa future majorité dans le parti.

Au cours du second semestre 1922, Lénine prend progressivement conscience du danger, à partir de trois questions majeures : le monopole du commerce extérieur, le rôle de l'Inspection ouvrière et paysanne, et surtout l'affaire géorgienne, qui a soudain révélé à ses yeux l'alliage redoutable de l'arbitraire bureaucratique (la fameuse gifle d'Ordjonikidzé) et du nationalisme grand russe : « Il nous appartient de tenir Staline et Dzerjinsky pour responsables de cette campagne nationaliste en faveur de la Grande Russie. » (30 décembre 1922). Lénine propose alors un « bloc » à Trotski pour préparer le XII^e congrès du parti, prévu pour avril 1923. Il lance une attaque

publique et transparente contre le Rabkrin (« il n'y a pas de pire institution chez nous que notre commissariat de l'Inspection ») et rompt toute relation personnelle avec Staline quelques jours avant de succomber à la troisième attaque qui lui ôte définitivement ses facultés (mars 1923).

Il rédige le 25 décembre un testament, et ajoute un *post-scriptum* le 4 janvier. Texte pathétique où Lénine concentre ses énergies pour peser les qualités et les défauts d'une poignée d'individus. Les masses font certes l'histoire, mais ses bifurcations dépendent parfois de quelques volontés. Renversée, la pyramide de la révolution semble reposer soudain sur une tête d'épingle. Lénine pèse ses mots. Staline et Trotski sont « les deux dirigeants les plus compétents du comité central actuel ». « Personnellement, le camarade Trotski est certainement l'homme le plus capable du comité central actuel », mais il a manifesté « une trop grande confiance en soi et montré qu'il était trop attiré par le côté administratif des choses » (référence à ses positions sur la nécessité de la bureaucratie, exprimées sous le communisme de guerre et surtout dans la question syndicale). Quant au camarade Staline, « devenu secrétaire général, il a maintenant un énorme pouvoir entre les mains et je ne suis pas certain qu'il sache toujours en user avec assez de prudence ».

Le *post-scriptum* n'est plus aussi balancé : « Staline est trop brutal et ce défaut devient intolérable au poste de secrétaire général. Par conséquent, je propose aux camarades de trouver un moyen de le démettre de ses fonctions et d'y nommer un autre homme plus patient, plus loyal, plus poli et plus attentif envers ses camarades, moins capricieux, etc. Cette question peut sembler une bagatelle insignifiante. Mais à mon sens, pour nous préserver de la

scission et en tenant compte de ce que j'ai écrit plus haut sur les rapports de Staline et de Trotski, ce n'est pas une bagatelle ou alors c'est une bagatelle qui peut prendre une signification décisive. »

Lénine est terrassé avant le congrès par une nouvelle crise. Trotski n'engage pas seul la bataille commune prévue sur la Géorgie. Au lieu d'être sur la sellette, Staline consolide sa position : « On a beaucoup parlé ici de notes et d'articles de V. Illich. Je ne voudrais pas citer mon maître le camarade Lénine, puisqu'il n'est pas ici, car je craindrais de risquer de me référer à lui incorrectement et inexactement... Il y a longtemps que je n'ai pas vu un congrès aussi uni que celui-ci et inspiré à un tel point par une seule idée. Je regrette que le camarade Lénine ne soit pas là. S'il y avait été, il aurait pu dire : j'ai soigné le Parti pendant vingt-cinq ans et je l'ai rendu grand et fort... »

7. Vers une nouvelle religiosité d'État

Lénine meurt en janvier 1924. Contre la volonté de Kroupskaïa, Staline tient à l'organisation de funérailles « à la russe », avec embaumement, et bientôt l'édification du mausolée. Il sait ce qu'il fait. C'est le début d'un culte à fonctions multiples. À défaut de droit divin, et en l'absence de démocratie, le pouvoir a besoin d'une légitimité généalogique. Le culte tient lieu de religiosité laïcisée pour remplir le vide de la moralité publique laissé par le renversement de l'ordre ancien (problème déjà rencontré par Robespierre, Sade, etc.). Le « serment à Lénine », lu par Staline à la tribune du II^e congrès des soviets est un exemple frappant de cette religiosité nouvelle, scandé par : « Nous te jurons..., Ton commandement que voilà... » Staline n'a pas encore vaincu, mais il est en bonne voie. Il a en

main, avec le secrétariat général et le Rabkrin les leviers de la nomenklatura. Il triomphe par surprise d'adversaires qui le sous-estiment.

Trotski ne cessera de s'interroger sur la trajectoire et les ressorts cachés de « ce dictateur tout fait ». Lénine, Mao, Tito, Fidel, Ho Chi Minh ont tiré leur prestige personnel et leur légitimité du rôle joué dans la lutte révolutionnaire avant la prise du pouvoir. Staline ne surgit vraiment de l'arrière-plan qu'après la victoire d'Octobre, lorsqu'il s'agit de gérer plutôt que de créer, lorsque les administrateurs l'emportent sur les idéologues. Patiemment, il place ses hommes. À la tête du parti les Molotov et les Iaroslavsky remplacent les brillants Préobrajensky ou Krestinsky. Staline a le goût des faits, peu celui des potentialités. Sa pensée manœuvrière, au raz du moment, ne manque pas d'efficacité pratique. D'autant qu'il n'hésite pas à y engager l'énergie la plus dépourvue de scrupules.

Après l'attentat d'août 1918 contre Lénine, il envoie de Tsaritsyne une dépêche informant que le conseil de guerre de la région militaire du Nord Caucase « répond à cette ignoble attaque d'embuscade par l'organisation d'une terreur en masse contre la bourgeoisie et ses agents ». La terreur rouge à Tsaritsyne, c'est Fouché à Lyon.

Son rôle croissant n'est pas le fait d'un caractère ni d'une intelligence médiocres. Il est porté par une force montante, dont il résume à merveille l'esprit. L'histoire trouve ses hommes. La bureaucratie aussi. Cette promotion est fascinante, non mystérieuse. Dans une lettre du 15 mars 1912, Lénine se plaignait : « Rien d'Ivanovitch. Que se passe-t-il avec lui ? Où est-il ? Comment va-t-il ? » Les hommes étaient rares. Terrible rareté qui obséda Robespierre, faisant et refaisant la

liste de plus en plus courte des fidèles, et que l'on retrouve dans le désespoir du testament de Lénine. Cette rareté concentre le paradoxe révolutionnaire : un monde nouveau à naître des mutilations et de la misère de l'ancien, un homme nouveau à naître de la barbarie du passé, une révolution multitudinaire dont le sort dépend soudain d'une poignée de passeurs : Sverdlov terrassé par la tuberculose, Lénine perdant l'usage de la parole, Trotski alité des suites d'une mauvaise chasse aux canards...

Deuxième épisode Un dictateur tout fait

Après l'ascension, la consécration. Dans ces années se joue le sort d'une révolution et se nouent les énigmes qu'elle nous lègue. S'agit-il de l'accomplissement inexorable d'un destin contenu dans les fondements du bolchevisme ? de la vérification historique d'une généalogie totalitaire : Marx *genuit* Lénine, *genuit* Staline... ?

Les purges, les procès, les déportations pèsent lourd, de leurs dizaines de millions de morts. Ils constituent une fracture. Staline ne s'est pas contenté d'hériter d'une révolution. Il a dû, pour consolider son régime, en réécrire l'histoire, en éliminer massivement les acteurs, dans une lutte titanesque où sont en jeu non quelques individus gravitant autour du pouvoir, mais des multitudes d'ouvriers et de paysans.

S'il s'agit d'une contre-révolution, si une autre voie était possible, qui fut défendue pas à pas, à chaque tournant, par les oppositions, sa terrible victoire était-elle le prix inévitable d'une révolution prématurée ? Pourquoi à capacités et à prestige inférieurs, Staline est-il venu à bout de tous ces dirigeants expéri-

mentés et éprouvés. Pourquoi le silence de Trotski au XII^e congrès et l'acceptation de ne pas divulguer le testament de Lénine ? Pourquoi les renoncements et les soumissions de Zinoviev et de Kamenev, puis de Préobrajensky et de Radek, de Racovsky même ?

1. Vers le « socialisme dans un seul pays »

Le bolchevisme avait toujours (dans la tradition d'une fameuse lettre de Marx à Vera Zassoulitch) inscrit la révolution en Russie dans la perspective générale de la révolution en Europe, notamment en Allemagne. L'Internationale communiste fut fondée, en mars 1919, dans la fièvre des événements d'Allemagne et d'Autriche. Les délégués au II^e congrès, en juin 1920, suivaient sur une carte la campagne de l'Armée rouge en Pologne.

Aussitôt après le XII^e congrès du parti (avril 1922), l'attention est à nouveau concentrée sur la révolution européenne : l'Allemagne connaît une crise politique et sociale profonde. L'Octobre allemand est à l'ordre du jour. Pendant que les responsables du parti allemand et les dirigeants de l'Internationale (Zinoviev, Trotski, Radek, Piatakov sont directement impliqués) échafaudent des projets insurrectionnels, Staline se tient à l'écart et exprime discrètement sa circonspection, comme toujours en de tels moments : « selon moi, on doit retenir les Allemands et non pas les stimuler » (lettre du 7 août 1923).

La révolution allemande n'aura pas lieu. L'insurrection de Hambourg en consume les derniers feux. Toute sa vie, Brandler, alors principal dirigeant du parti allemand, s'interrogera sur le lien intime entre cette révolution manquée, la victoire du nazisme dix ans plus tard, et ses conséquences pour l'humanité.

Staline s'en tient aux faits. Les virtualités ne comptent pas.

Le V^e congrès de l'IC en 1924 est placé sous le signe de l'avortement de la révolution allemande. Pour la première fois, les discours de Zinoviev entonnent la liturgie « léniniste » et font l'apologie du monolithisme dans l'Internationale et ses sections. La mise en route de la « bolchevisation » des partis communistes s'annonce comme le moyen de leur épuration, de leur mise au pas, et de leur subordination de plus en plus docile à l'appareil de l'IC, lui-même étroitement soumis à la direction du parti soviétique. En 1925, Trotski est acculé à démissionner du commissariat de la Guerre. Molotov, Kalinine, Vorochilov entrent au bureau politique.

Commencent alors des années dépressives, de désenchantement et de désillusion, évoquées par Victor Serge dans ses mémoires. En 1926... « Eugénie Bogdanova Bosch s'est suicidée. On n'a rien publié à l'étranger de cette mort de l'une des plus grandes figures du bolchevisme »... « Serge Essénine, notre poète incomparable s'est suicidé... » Lenka Penteleev, marin de Cronstadt, de ceux qui enfoncèrent les portes du Palais d'hiver, sentit venir sa fin lorsque l'argent reparut. Il se fit bandit pour dévaliser les premières bijouteries ouvertes par les premiers profiteurs de la Nep. Leningrad vit alors à raison de dix à quinze suicides par jour... Le légendaire Kamo, roulant sur une bicyclette mal éclairée, finit écrasé par la voiture d'un nepman...

En 1924, Staline, qui défendait encore l'idée selon laquelle l'avenir de la révolution russe n'était pas séparable de l'extension de la révolution dans le monde, commence à théoriser la « construction du socialisme dans un seul pays ». Paradoxalement, ce changement lui donne une image de détermination face à

tous ceux qui semblent douter de la révolution, dès lors que le renfort de la révolution allemande n'est pas au rendez-vous. Il flatte et renforce le chauvinisme bureaucratique grand russe, dont Lénine avait perçu les premières manifestations.

2. Triste novembre

Dès 1925, la troïka Staline, Zinoviev, Kamenév est brisée. Après bien des méfiances mutuelles et des désaccords non surmontés, l'opposition s'unifie en 1926-1927 autour d'exigences clefs comme la restauration de la démocratie dans le parti, une critique de la politique économique boukharinienne selon laquelle l'enrichissement des paysans sous la vigilance d'un État prolétarien assurerait automatiquement une accumulation socialiste, et une critique de la politique de l'Internationale communiste en Chine. Le massacre des communistes chinois par Tchang Kai-chek illustre tragiquement la faillite de cette politique et semble devoir affaiblir la position de ses promoteurs.

Mais le parti a changé. Trois quarts de ses membres ne l'ont rejoint qu'après 1923. Le nombre des adhérents antérieurs à la révolution, n'est plus que de 1 %, submergé par la fameuse « promotion Lénine ». Les ouvriers d'industrie étaient environ 2,5 millions en 1913, la moitié seulement en 1921, et leur nombre ne retrouvera qu'en 1928 le niveau d'avant-guerre.

La même discontinuité se retrouve dans le parti. Sur les 24 000 bolcheviques de 1917, il n'en reste que 8 000 en 1927. La « promotion Lénine » a signifié une russification en même temps qu'une « plébéianisation ». Les cellules d'usine représentent un sixième de l'effectif du parti passé de 80 000 ouvriers en 1924 à 430 000 en 1926. Staline s'appuie désormais

sur un appareil d'État et un appareil administratif qu'il a pour une large part sélectionnés et contrôlés

L'opposition unifiée de 1926 rassemble les dirigeants historiques les plus prestigieux, mais elle ne compte guère qu'une dizaine de milliers de membres dans un parti de 750 000, certes peu actifs, mais sur lesquels l'appareil assied sa nouvelle puissance. Dans les réunions de base, l'intimidation, la descente de gros bras, devient pratique courante. Pourtant l'opposition veut rester loyale envers le parti, le redresser par une bataille démocratique, et refuse catégoriquement l'idée d'un nouveau parti. Sa plate-forme entérine d'ailleurs encore la conception du « parti unique ».

L'appareil est le plus fort. Triste coïncidence des dates, le dixième anniversaire de la révolution, en novembre 1927, voit la défaite de l'opposition. Sa manifestation sous ses propres banderoles et drapeaux, le 7 novembre, est traitée comme une tentative de coup de force. Quelques jours plus tard, le 16 novembre, écrit Istrati : « Un abcès de la Révolution creva sous nos yeux : Joffé se brûla la cervelle. » Son enterrement, raconté par V. Serge comme, dans un samizdat, par un vieux bolchevique anonyme, tient lieu de dernière manifestation d'une opposition vaincue.

Zinoviev et Trotski sont exclus du comité central. Le 18 décembre, le congrès exclut du parti 75 membres éminents. Sommés de choisir entre l'exclusion et le reniement écrit de leurs convictions, les oppositionnels se divisent. Trotski, Préobrajensky, Radek refusent de signer. Zinoviev et Kamenev capitulent.

3. Le grand tournant

Dans un premier temps, la Nep avait permis de relancer l'initiative privée, d'améliorer les récoltes et l'approvisionnement. Mais l'appa-

reil industriel dévasté reste très faible. Les prix industriels augmentent dès 1924 quatre fois plus vite que les prix agricoles. C'est le phénomène dit des « ciseaux ». En conséquence, les paysans stockent les récoltes. En 1927, c'est la pénurie : le koulak étrangle les villes. Le pouvoir envisage alors l'appel aux capitaux étrangers et le relâchement du monopole du commerce extérieur pour favoriser l'industrialisation. En novembre 1928, Staline prône encore l'impulsion vigoureuse des économies individuelles pour les paysans moyens et pauvres. En septembre, le gouvernement autorise par décret le capital étranger à s'investir dans toutes les branches de l'industrie. Mais les premiers signes de la crise économique capitaliste laissent peu d'espoir de voir affluer de nouveaux investissements.

La menace de banqueroute accule la bureaucratie à une « deuxième révolution » (en réalité à une sorte de guerre civile redoutée par Boukharine), dont elle ne voulait pas : elle a attendu un an des capitaux qui ne sont pas venus.

Fin 1929, c'est le Grand Bond, version Staline. La décision a son origine dans la crise de livraison des grains de 1928. L'offensive contre le commerce privé aggrave le chaos. Dès février 1929 sont introduites les cartes de rationnement. En mai, le congrès des soviets approuve un premier plan quinquennal. En octobre la collectivisation est décidée.

Le 7 novembre, Staline publie son article sur le Grand Tournant. En décembre, il donne le feu vert à « la liquidation du koulak en tant que classe ». Le koulak est la cible désignée, mais plus généralement, c'est l'ensemble de la moyenne paysannerie qui est visée par la collectivisation. L'alliance ouvrière et paysanne, dont le *Testament de Lénine* soulignait le rôle vital pour la révolution, est durable-

ment brisée. Les paysans répliquent par l'abatage du cheptel : 34 millions de chevaux en 1929, 16 millions en 1934. Les famines sont terribles.

Parallèlement commence un effort d'industrialisation pharaonique. Alors que la Russie ne produit en 1928 que 3,5 millions de tonnes d'acier, le plan quinquennal doit lui permettre d'en produire dix millions en 1933... Pour Staline, ce n'est pas encore assez : « Nous devons à tout prix produire dix-sept millions de tonnes en 1932. »

4. La grande mutation

En 1927, la classe ouvrière atteint environ 4,5 millions, plus 1 million de chômeurs, 3,5 millions d'employés d'État, 700 000 artisans et 500 000 petits marchands. Est apparue une petite couche de nouvelle bourgeoisie issue de la Nep. Le gros de l'emploi privé est cependant concentré dans les petites industries alors que le grand secteur privé est insignifiant. La surpopulation rurale provoque un afflux saisonnier de population vers les villes (otkhod). En 1927, le paysan « aisé » possède tout au plus deux ou trois vaches et dix hectares. Le capitalisme rural proprement dit existe à peine. Le koulak est un symbole et pour une part un prétexte.

À partir de 1928 s'amorce un colossal mouvement de population. Entre 1926 et 1939 les villes vont grossir de 30 millions d'habitants au moins et leur part dans la population globale passer de 18 % à 33 %. Pendant le seul premier plan quinquennal, leur taux de croissance est de 44 %, soit à peu près autant qu'entre 1897 et 1926. La force de travail salariée est plus que doublée (de 10 à 22 millions). Des millions d'otkhodniki viennent avec ou sans contrat de travail construire routes canaux et usines. La ruralisation massive des villes

pose de gigantesques problèmes d'éducation et d'institution d'une nouvelle discipline de travail (il a fallu des siècles de souffrances pour façonner la discipline de travail capitaliste...).

Cette grande transformation s'accompagne d'une renaissance du nationalisme, d'un essor du carriérisme, d'un nouveau conformisme. Dans cette grande refonte, ironise M. Lewin, la société était en un certain sens « sans classe », car toutes les classes étaient informes.

5. Reconstruction du mode de vie ?

En dépit de la pénurie et de l'arriération, la Révolution avait eu l'ambition de changer la vie. Dès 1918, elle avait aboli la peine de mort, puis légalisé l'avortement, dépénalisé l'inceste, désinstitutionnalisé la famille, voulu révolutionner l'éducation et l'habitat. Ce fut un tourbillon d'idées sur l'art, le droit, la langue.

Dès février 1918, la socialisation du sol jetait les bases d'un urbanisme soviétique.

La reconstruction du mode de vie (« perestroïka byta ») est alors à l'ordre du jour. Maïakovsky appelait aux barricades des cœurs et aux barricades de l'âme : « Vous avez retourné vos vestes, c'est peu camarades, c'est de l'intérieur qu'il faut vous retourner. »

L'abolition des prérogatives masculines dans le domaine familial ouvre la voie à un renouveau des relations entre les sexes. Le front gauche de l'art déploie une activité tous azimuts (graphisme, typographie) pour la construction de la vie. Maïakovsky prône l'œuvre éphémère (« meurs mon vers... »). Il y a, bien entendu, un grand écart entre cet activisme volontariste et la pesanteur de l'héritage culturel, encore aggravé par la pénurie de moyens. Le début des années vingt illustre néanmoins la volonté et l'ébauche d'une révolution culturelle.

Le « grand tournant », au seuil des années trente, marque aussi l'engagement d'une contre-révolution culturelle. L'industrialisation accélérée appelle une urbanisation nouvelle (les villes nouvelles), une nouvelle morale du travail (répression sexuelle, restauration de la famille, « thermidor au foyer »). De théorie critique, le marxisme se transforme en raison apologétique d'État. « Tout développement, écrit alors Sabsovitch, a sa propre logique. » En effet. La mise au travail, la création abrupte d'une discipline industrielle nourrit le mythe d'une socialisation intégrale de l'individu, sur la base non de l'abondance et du dépérissement de l'État, mais de la pénurie et du renforcement de l'État alors prôné par Staline : c'est le ressort même de la soumission totalitaire de l'individu à l'arbitraire du pouvoir.

Dès 1930, commencent les premiers procès, celui du « parti industriel » (cinq fusillés), puis vient la ténébreuse liquidation du « parti paysan » (où disparaît l'économiste Kondratiev), puis le procès des membres de la commission au Plan (dont l'économiste Roubine), le procès secret des bactériologues, l'exécution de 35 dirigeants du commissariat à l'Agriculture, les procès secrets des physiciens et des historiens (dont Tarlé)...

Dès 1930, « la barque amour s'est brisée contre le mode de vie » : suicide de Maïakovsky. Léonidov mourra ivre, écrasé par une voiture, pour oublier qu'il ne construirait jamais le club du mode de vie nouveau.

En 1937, le concours pour le Palais des soviets consacre la fin des recherches et le triomphe du réalisme socialiste monumental.

6. Le dynamisme bureaucratique

Les années de stagnation brejnevienne nous ont habitués à identifier bureaucratie et immo-

bilisme. On ne comprend plus rien à l'énigme des années trente, si on perd de vue que le régime bureaucratique fut alors incroyablement dynamique. En quelques années, un pays immense est littéralement transformé et bouleversé.

Staline est le porte-parole de cette mystique bureaucratique-positiviste du progrès : « Ralentir le pas, ce serait rester en arrière ; et ceux qui restent en arrière sont battus. Dans l'histoire de la vieille Russie, c'est son retard qui l'a toujours perdue. Elle a été battue par les khans mongols, elle a été battue par les beys turcs, elle a été battue par les seigneurs suédois, elle a été battue par les pans polonais-lithuaniens, elle a été battue par les capitalistes anglo-français, elle a été battue par les barons japonais, elle a été battue par tous à cause de son retard... Nous avons cinquante ou cent ans de retard sur les pays avancés. Nous devons rattraper ce retard en dix ans. Si nous ne le faisons pas, on nous écrasera. » (Février 1931, Discours aux directeurs d'entreprise.)

C'est une véritable bataille de la production (plus coûteuse en vies humaines que celle de la Marne). Une fois rompue l'alliance ouvrière et paysanne, le régime doit trouver une nouvelle base sociale. C'est la promotion, à travers le mouvement stakhanoviste, d'une nouvelle aristocratie ouvrière.

La nomenklatura prend consistance.

En 1935, Toukhatchevski, Egorov, Vorochilov, Blücher, Boudienny seront élevés au grade de maréchaux. Légitimant les nouvelles différenciations sociales, Staline renie les traditions égalitaires de la révolution : « jouer avec l'idée d'égalité, c'est jouer avec le feu ».

Enfin, l'émergence d'une hiérarchie et de dignitaires du nouveau régime n'est que le signe extérieur de l'autorité de l'État. Staline

est l'homme de l'État. Les privilèges de fonction sont légitimés par la représentation des intérêts d'une classe ouvrière condamnée au silence.

Désormais, l'État étant partout, tout délit est politique. Loi du 7 août 1932 : « Admettre le vol et la dilapidation de la propriété publique, qu'il s'agisse des biens de l'État ou des biens des coopératives ou des kolkhozes, et faire preuve de négligence à l'égard de tels méfaits contre-révolutionnaires, c'est contribuer à l'ébranlement du régime soviétique qui s'appuie sur la propriété publique comme base... »

En novembre 1932, après avoir été insultée par Staline, déprimée par les effets terribles de la collectivisation forcée, sa compagne Allilouyeva se suicide.

7. L'opposition vaincue

Ce n'est pas une défaillance de caractère mais la brutalité du virage de 1929 qui désoriente nombre d'oppositionnels, arrache leur ralliement, et désagrège leurs positions. Ayant surtout combattu les risques de restauration capitaliste inhérents à la logique de la Nep, ils croient que le « tournant gauche » de Staline rend justice globalement à leurs propres thèses.

Là réside plus largement un secret des années trente qui sont certes marquées par la Terreur, mais aussi par une forme de consensus, par l'adhésion au régime des bénéficiaires de sa nouvelle politique, sans lesquelles la force nue n'aurait pu se maintenir.

Jusqu'à sa victoire définitive, Staline s'est tenu en retrait. À chaque rupture, ses alliés de la veille, Zinoviev et Kamenev en 1925, Boukharine en 1929, révèlent sa cruauté et s'en effrayent (Gengis Kahn ! s'écrie Boukharine). Mais aucun ne comprend le phénomène qu'ils

sont en train de vivre. Trotski même, plus lucide, confond plus d'une fois l'ennemi principal et l'ennemi secondaire, à la fois parce qu'il ne peut prévoir le dynamisme intrinsèque à la bureaucratie (il croit davantage à l'alternative immédiate entre restauration du capitalisme et retour à la tradition révolutionnaire), et parce qu'il ne voit pas comment l'emporter sans une extension de la révolution mondiale ou un développement du prolétariat industriel, seuls capables de régénérer durablement la démocratie socialiste. Ce cercle vicieux, plus que des raisons psychologiques, explique ses étranges silences entre 1924 et 1926.

Le Parti n'est plus le même. Les soviets n'existent pratiquement plus. Dès 1920, ils étaient devenus des « appareils secondaires du parti ».

En 1923, le poète Mandelstam diagnostiquait déjà le mal :

*Nous vivons et le pays s'est dérobé
Paroles figées dans nos bouches bées
Quand l'envie de dire deux mots nous prend
On se dit qu'au Kremlin le Caucasien entend
Ses doigts sont gras. Des asticots qui suent
Et ses mots sont précis comme des massues
Les moustaches de ce cafard rient*

Maïakovsky à son tour sut dénoncer le phénomène :

*Camarade Lénine
Beaucoup sans vous ont perdu la tête
Toutes sortes de canailles foulent
notre sol et l'entourent
Un long ruban de gredins qui s'étire
Des koulaks, des bureaucrates,
lèche-bottes, sectaires, ivrognes...
Bien sûr que nous les materons tous
Mais ce sera effroyablement difficile.*

Mais le «Caucasien» a toute l'habileté du bureaucrate, et l'intelligence obstinée de la bureaucratie. Après 1929, la deuxième révolution est véritablement, pour la première fois, sa révolution, son œuvre. Il se montre infiniment plus audacieux dans ce grand labourage qu'en 1905 ou en 1917. Désormais, il va incarner cette colossale mutation et ses monstruosité. Il va aussi y puiser sa propre légitimité temporaire.

C'est ici qu'il prend sa dimension mythique.

Troisième épisode

La déconcertante machine à mensonges

Il est étonnant et pathétique de voir Trotski, dans l'imminence de la Deuxième Guerre mondiale, consacrer ses dernières énergies intellectuelles, à réfuter pas à pas les falsifications staliniennes, s'enliser dans les documents, s'épuiser à contre-courant de cette incroyable réécriture de l'histoire qui aboutit au *Précis d'histoire du parti* de 1938.

Combat inégal, sans fin, vain parfois, où le combattant, qui a si souvent refusé ce terrain, flirte avec la névrose de persécution. C'est que l'histoire elle-même semble perdre raison et devenir délirante. Contre toute vraisemblance, contre toute évidence, la réalité paraît s'effacer de la mémoire.

L'usurpation est auréolée de vérité.

L'arrangement des textes et la retouche de l'image font partie de l'exercice du pouvoir.

Au pays du mensonge déconcertant (Ciliga) ou de la Novlangue (Orwell), «la falsification a pris les proportions d'une avalanche».

L'efficacité du mensonge, jusqu'à la négation têtue des faits les mieux établis, tient à la cohérence totalitaire du système, dès lors qu'en sont acceptées les prémisses : l'identité de la classe, du Parti et de l'État. Il n'y a plus

dès lors le moindre espace, le moindre jeu entre ces fétiches automates, où puisse se glisser l'ombre d'une contradiction.

La déviance devient crime, le désaccord trahison et sabotage. Combien d'opposants dans leur exil glacé ont-ils été pris de vertige théologique devant le péché d'orgueil consistant à avoir raison malgré tout, contre tous ? « Pour repousser Liss, ses doigts visqueux, il suffit de ne plus haïr le menchevik Tchernetsov, de ne plus mépriser le fol en Dieu Ikonnikov ! Non, non, plus encore ! Il faut renoncer à tout ce qui constituait sa vie à ce jour, condamner tout ce qu'il défendait et justifiait ! Mais non, non, bien plus ! Pas condamner mais haïr de toute sa foi de révolutionnaires, les camps, la Loubianka, le sanglant Ejov, Iagoda, Béria ! Ce n'est pas assez, il faut haïr Staline et sa dictature ! Mais non, non, bien plus ! Il faut condamner Lénine ! Le chemin conduisait à l'abîme... » (Grossman).

1. Les ombres aux lèvres cousues

Dans la Constitution de 1919, les soviets sont le fondement de l'Union des républiques. Pourtant, dès 1918, on en parle d'une «plaisanterie bolchevique», symétrique à la «plaisanterie libérale» représentée par la Constituante.

Le poids des réalités et les incertitudes théoriques ne vont pas tarder en effet à vider de contenu la démocratie balbutiante. La guerre civile et l'agression étrangère, ces années terribles dictent la loi de l'urgence. Il faut parer au plus pressé, nommer, agir sans trop discuter.

Très vite, les soviets sont l'objet d'une «capture bureaucratique», d'autant plus que leur souveraineté par rapport au Parti n'est pas clairement définie.

Plus profondément, agit «l'illusion identitaire» déjà rencontrée par la Révolution fran-

çaise. On pensait alors qu'une fois les privilèges renversés, il ne resterait qu'un bon peuple naturellement homogène et uni, que le peuple, la Convention, l'État, ce serait tout un. Dès lors, toute dissidence devenait une agression extérieure et un complot en puissance. De même, une fois la bourgeoisie vaincue, le prolétariat deviendrait bon, juste et homogène, le parti ferait un avec la classe. On hésite entre des soviets qui seraient des organes pluralistes souverains et des soviets réduits à des appendices formels du parti. De fait, le pouvoir réel, dès 1918 et pendant la guerre civile réside dans le bureau politique et le CC, plutôt que dans le conseil des commissaires et dans les soviets.

Lénine est peut-être le plus lucide et le plus prudent sur le sujet. Sa position dans la discussion sur les syndicats l'atteste. L'État n'est encore «prolétarien» que par abus de langage. Il est marqué de fortes déformations bureaucratiques. Le prolétariat a besoin de préserver son indépendance, donc celle de ses syndicats, face à cet État.

Trotski, en première ligne dans la guerre civile, est alors plus préoccupé de résultats immédiats. Jusqu'à 1923, il traitera de démagogiques les revendications démocratiques dans le parti. Ses positions énergiques d'alors lui vaudront de la part de Staline la qualification ironique de «patriarche des bureaucrates».

En réalité, en interdisant les tendances et les fractions lors du X^e congrès (en 1921), après avoir interdit les partis, la direction se trompe de cible. Elle lutte d'abord contre le chaos, mais sous-estime la montée du péril bureaucratique. Elle n'envisage que deux hypothèses, le retour au capitalisme ou la victoire de la révolution ; elle ne peut imaginer cette «troisième voie inédite» qu'est la défaite «inté-

rieure » de la révolution, dévorée par son cancer bureaucratique.

Dans cette révolution inconnue, où les dirigeants les plus lucides raisonnent par analogie avec la Révolution française, ils croient encore au dépérissement rapide de l'État.

En 1919, Trotski écrit : « L'ordre soviétique essaie d'assurer abondance, chaleur et confort pour tous. Est-ce réalisable ? Oui, bien sûr. Donnez-nous deux ans de travail pacifique, de concentration de tous les pouvoirs, de toute notre énergie, de tout notre enthousiasme non sur la guerre civile, mais sur le travail de création économique, et nous saurons de toutes nos forces combinées, non seulement soigner les blessures ouvertes de l'organisme national, mais aussi réaliser une avance importante dans toutes les directions. »

Ils croient que le droit est appelé à dépérir rapidement, au point qu'on n'aura même pas le temps d'élaborer un nouveau droit écrit. Le redoutable « tribunal de l'histoire » tient lieu de Cour suprême, mais ses lois sont incertaines.

La Révolution à proprement parler est restée économe en vies humaines. La prise du Palais d'hiver est une insurrection facilement victorieuse. Ensuite, pas de grande épuration, plutôt l'idée de magnanimité dans la victoire : à condition de ne pas tout confondre et de faire la distinction entre la violence de la guerre, celle de la Révolution proprement dite, la guerre civile... et la grande Terreur des années trente.

Il y a au fil des années vingt, des suicides ou des morts suspectes (Glazman, Frounzé, Skliansky). Lorsqu'ils rompent avec Staline, Zinoviev et Kamenev, puis Boukharine, l'accusent d'être capable de tout. Trotski évoquera même l'armoire à poisons du « pharmacien » Iagoda. Pourtant, le fait est que, malgré la violence des affrontements politiques, rien ne

s'est produit de comparables aux éliminations entre jacobins pendant la révolution française.

En 1930 la rumeur court encore, selon laquelle les bolcheviques avaient conclu le pacte de ne jamais mettre le doigt dans l'engrenage de la guillotine. Staline affirme même s'être opposé, à l'époque de la troïka, aux velléités répressives de Zinoviev et Kamenev contre Trotski : « Nous n'avons pas été d'accord avec Zinoviev et Kamenev parce que nous savions qu'une politique d'exécutions est grosse de dangers... La méthode qui consiste à couper des têtes et à faire couler du sang – et ils voulaient du sang – est contagieuse. Vous coupez une tête aujourd'hui, une autre demain, encore une troisième le lendemain. Que restera-t-il en fin de compte du Parti ? » On peut en conclure que Staline, quand il s'engage dans cette voie du sang, le fait en totale connaissance de cause.

Fait curieux en apparence, la Terreur n'est donc pas l'outil de conquête du pouvoir par Staline, mais de la refonte de l'appareil et de l'abolition de la continuité humaine et politique avec l'événement fondateur d'octobre 1917. Elle intervient quand les oppositions semblent moralement et politiquement défaites. Politiquement, certes. Mais moralement aussi : ces navettes de déportés et de repentis, qui, entre 1928 et 1934, vont et viennent, des hautes fonctions de l'État à la déportation, et vice-versa après les reniements en bonne et due forme, apparaissent comme un tourniquet d'âmes mortes. Dès son voyage de 1929, Istrati en a perçu la logique : « L'URSS est le pays le moins bourgeois du monde, mais qui aspire le plus à la bourgeoisie... Disons qu'il y a eu deux millions de communistes bourrés de doctrines, vidés de cœur et de cervelle, automates du fordisme et de l'américanisation, pour lesquels les sentiments ne sont qu'une

infirmitté bourgeoise. N'est-ce pas là à jamais la faillite morale d'une révolution ? »

Les révolutionnaires authentiques ne sont déjà plus que « des ombres aux lèvres cousues ».

2. Du « Congrès des vainqueurs » à la Terreur

Le XVII^e congrès du Parti en janvier-février 1934 semble parachever la victoire sur l'opposition. À quelques exceptions près, nombre d'oppositionnels de renom ont rejoint les âmes mortes en faisant acte de contrition.

Ils vivent dans l'idée d'une guerre probable, sinon proche après la victoire de Hitler. Ils constatent que Staline, loin de restaurer le capitalisme, comme ils le craignaient, approfondit, fût-ce par des moyens barbares la collectivisation et accélère l'industrialisation. Ils ne peuvent pas ne pas se demander comment servir encore le pays et ce qu'ils croient être la révolution. Capitulations par fidélité illusoire envers un idéal déjà défiguré, plutôt que par faiblesse de caractère ; par confusion politique, plutôt que par défaillance psychologique.

Le XVII^e congrès est donc baptisé « Congrès des vainqueurs » et Staline « le plus grand chef de tous les temps et de tous les peuples ».

Depuis 1933, 340 000 adhérents ont été éliminés du parti. Parmi les irréductibles, Rakovsky et Sosnovsky eux-mêmes se sont ralliés. Le temps des apaisements semble venu.

L'étoile de Kirov monte, qui semble partisan de la réconciliation dans le parti. Régulièrement informé dans son exil, Trotski même n'a pas rompu toutes les voies de négociation. Il espère encore que les chocs de la victoire de Hitler en Allemagne et de l'écrasement du Schutzbund en Autriche provoqueront un sursaut dans l'appareil. Mais, en décembre 1934, Kirov, dont est prévu le transfert à Moscou, est assassiné à Leningrad.

C'est le signal des grandes purges. Nicolayev et les assassins de Kirov sont jugés à huis clos, selon une procédure d'exception qui suspend le droit à la défense et le droit d'appel.

C'est surtout le point de départ d'une amplification constante de la Terreur : pour la première fois, les staliniens subissent en masse la Terreur stalinienne.

Certains auteurs ont établi le parallèle symbolique avec la nuit des longs couteaux. La répression a déjà frappé des dizaines de milliers d'ouvriers et des centaines de milliers de paysans. Mais pour Khrouchtchev dans son rapport historique au XX^e congrès de 1956, le grand commencement, c'est 1934 : «il écrit son rapport comme l'aurait fait un SA survivant racontant le délire meurtrier de Hitler».

Des dispositions pénales avaient été prises dès avant l'assassinat de Kirov. En juin, les familles sont déclarées collectivement responsables des agissements de leurs membres. En juillet, est créé à la place du Guépéou, le NKVD, qui prend la responsabilité du travail correctif jusqu'alors sous la compétence du commissariat à la Justice.

Après l'assassinat de Kirov commencent les grandes répressions administratives. Le meurtre est dès lors calculé, prévu, planifié. La répression devient stratégie. La Ejovtchina brasse plus de dix millions de victimes. Pendant la guerre viendront les déportations collectives de nationalités entières (500 000 Allemands de la Volga en 1941, les Kratchaïs en 1944, les Tchétchènes...).

Le million devient unité de compte. Dès décembre 1934 sont établies 34 350 listes de personnes à arrêter ou à fusiller, dont 40 000 hauts fonctionnaires. Plus d'un million, non d'oppositionnels anciens, mais de notables staliniens sont ainsi liquidés.

Même normalisé, le parti restait encore trop lié au passé. Pour être crédible, la Terreur commence par la tête : sur les 139 membres du CC élu au XVII^e congrès, 110 de ces « vainqueurs » seront exécutés.

3. « Fonctionnalité » du goulag

L'industrialisation à outrance se heurte aux faiblesses organiques de l'industrie, à l'inexistence d'infrastructures appropriées, à la pénurie de technologie et de capitaux. Son seul point d'appui c'est l'abondance et la disponibilité de la force de travail.

Pourtant, continue à se faire sentir un déficit démographique dû à la guerre et à la guerre civile. La population urbaine a perdu 20 % de ses effectifs au début des années vingt. Moscou et Petrograd ont été vidés respectivement de la moitié et des deux tiers de leur population.

L'appareil répressif va jouer un rôle productif important dans une accumulation primitive, bureaucratique et barbare. Le goulag s'inscrit donc dans la machinerie des grands travaux du régime. Témoignages de Chalamov, de Soljénitsyne, documents sur les îles Solovki... Créé en 1932, le complexe concentrationnaire du Nord-Est (la Kolyma) compte 350 000 déportés en 1934 et 3 millions en 1941 !

La machine judiciaire s'adapte et tourne pour alimenter le système. Vichynsky : « Dans le système des organes de la dictature prolétarienne, les institutions du travail correctif jouent un rôle sérieux et important puisque c'est par elles en somme qu'est réalisée toute la politique judiciaire. » Le même : « Pour la compréhension de la complicité, est nécessaire non pas l'existence d'un lien causal mais d'un lien général avec l'auteur du crime. » En 1937, le CC légalise « l'application de la pression physique dans la pratique du NKVD ». Cette

année-là, « on exécutait chaque nuit des centaines de condamnés sans droit de correspondance ; les cheminées du crématorium de Moscou fumaient toute la nuit et les membres des jeunesses communistes chargés des exécutions et du transport des cadavres devenaient fous... Dans les camps, les droits communs dominaient les politiques. Le camp était en quelque sorte un reflet grossi, hyperbolique de la vie hors des barbelés. Mais la vie menée de part et d'autre, loin de s'opposer, répondait aux lois de la symétrie... Il suffirait de développer logiquement, audacieusement, le système des camps, en supprimant tout ce qui le freinait, tous les défauts, pour qu'il n'y ait plus de différence. Les camps finiraient un jour par se fondre avec la vie extérieure... » (Grossman).

En décembre 1938, l'établissement du carnet de travail apparaît comme une conclusion légale de la Ejovtchina : elle élargit le contrôle administratif et coercitif à l'ensemble du procès de production et généralise l'affectation autoritaire à la totalité du salariat.

4. Le syndrome Boukharine

En trois ans, les grands procès sont la pointe visible, la mise en scène édifiante de cette gigantesque purge par laquelle la bureaucratie triomphante liquide ses origines lointaines et se donne une nouvelle naissance : procès des seize (Zinoviev, Kamenev...) en août 1936 ; procès des dix-sept (Piatakov, Radek, Mouralov...) en janvier 1937 ; procès secret des maréchaux en juin 1937 (Toukhatchevsky encore aux côtés de Staline à la tribune du 1^{er} mai est exécuté le 12 juin) ; enfin procès des vingt et un (Boukharine, Rakovsky, Rykov...) en mars 1938.

Vichynsky demande à Rakovsky s'il visait bien, par son sabotage, à liquider le régime socialiste :

«– R : A restaurer, je ne dirai pas ouvertement, le régime capitaliste.

– V : Vous ne le direz pas ouvertement ?

– R : Je veux dire que, dans ma conscience, je ne me le figurais pas comme un but avoué, net, mais dans ma subconscience, je ne peux pas ne pas me rendre compte que j’y consentais... »

Conscience, subconscience, double conscience : l’ironie de l’histoire veut que ce soit Rakovsky qui, à Vienne, ait initié Trotski aux débuts de la psychanalyse...

Boukharine devant le même Vychinsky : « Il me paraît vraisemblable que chacun d’entre nous, qui sommes assis à ce banc des accusés, avait un singulier dédoublement de la conscience, une foi incomplète dans sa besogne contre-révolutionnaire... De là cette espèce de semi-paralysie de la volonté, ce ralentissement des réflexes... La contradiction entre l’accélération de notre dégénérescence et ce ralentissement des réflexes traduit la situation du contre-révolutionnaire ou du contre révolutionnaire qui grandit dans le cadre de l’édification socialiste... Il s’est créé là une double psychologie... Il s’est formé là ce qui, dans la philosophie de Hegel, s’appelait une conscience malheureuse. Cette conscience malheureuse différait de la conscience ordinaire en ce qu’elle était en même temps une conscience criminelle... C’est que dans notre cas, l’ennemi possède en même temps cette double conscience, cette conscience dédoublée... Pendant des mois je me suis confiné dans mes dénégations, puis je me suis engagé dans la voie des aveux. Pourquoi ? La cause en était que, dans ma prison, j’ai révisé tout mon passé. Car lorsqu’on se demande : si tu meurs, pourquoi mourras-tu ? c’est alors qu’apparaît soudain avec une netteté saisissante un gouffre absolument noir. Il n’est rien au nom de quoi

il faille mourir si je voulais mourir sans avouer mes torts... Et c’est ce qui m’a en fin de compte désarmé définitivement ; c’est ce qui m’a forcé à fléchir le genou devant le parti et devant le pays... L’histoire mondiale est un tribunal universel... Nous avons été battus et nous nous sommes repentis de nos crimes horribles... Les aveux des accusés ne sont pas obligatoires. L’aveu des accusés est un principe juridique moyenâgeux. Mais il y a là une défaite intérieure des forces de la révolution ; et il faut être Trotski pour ne pas désarmer... »

Chaque phrase ici, dans une situation limite, est pesée.

Jeu infini d’aveux et de mensonges, dédoublement infini de masques et de leurres, ricanelement de la vérité et de l’histoire qui se défient mutuellement.

5. La foi dans l’incroyable

Confessions de Boukharine, de Rakovsky, de Radek ?

Comment croire à l’incroyable ?

L’écrivain Lion Feuchtwanger, ami de Brecht, a suivi le procès des généraux. Il avait eu, devant le procès de Zinoviev et Kamenev, l’impression d’une pièce d’épouvante. Il avait douté. Mais désormais, il croit : « L’impression physique est absolument convaincante. Si ce sont là des mensonges, je ne sais pas ce qui est vrai. » Brecht, Bloch, Fischer ont avalé la fable. Le général Iakir a marché au peloton d’exécution en criant : vive le Parti, vive Staline...

Croire à l’incroyable, c’est le principe même de la foi.

L’énormité du mensonge le rend crédible. Il suffit d’oser.

À cette dimension, seule une couche sociale sans scrupule, sans racines morales, intégralement cynique, peut se hisser. La contre-révolution stalinienne a pris ses opposants à

contre-pied. Ils attendaient un retour au capitalisme, une dégénérescence par embourgeoisement, et ils se retrouvent face à l’énergie inédite d’une bureaucratie, qui, au prix de fleuves de sang, soulève des montagnes, qui, face à la menace nouvelle du nazisme, attire encore à elle, malgré tout, la crème combative des ouvriers dans le monde, les Valtin, les Trepper, les Sorge et tant d’autres.

En URSS même la modernisation bureaucratique brasse les siècles, retourne la terre, écrase les uns et promeut les autres, forge une nouvelle pyramide sociale : prolétarianisation du paysan, fonctionnarisation de l’ouvrier, quadruplement du nombre d’étudiants entre 1929 et 1940.

La bureaucratie règne par la terreur, mais elle dessine aussi de nouveaux consensus, et paralyse la critique saisie par le doute du « malgré tout » : et si, malgré tout, cette monstruosité était une ruse nécessaire de l’histoire... Surtout, elle est insaisissable. Sa nouveauté déconcerte : elle n’est pas encore une bourgeoisie, elle n’a plus qu’un rapport distendu d’usurpation avec le prolétariat dont elle prétend tirer sa légitimité. Instable, de bric et de broc, médiocre, grossière, et taciturne, et pourtant elle dure : « Notre bureaucratie est terrible quand on comprend qu’elle n’est pas une tumeur sur le corps sain de l’État, mais que la bureaucratie est le corps même de l’État. » Grossman.

Il restait à conclure : assassinat de Trotski ; décoration de Mercader.

Minuit dans le siècle.

Istrati : « Vaincus sont tous les hommes qui se trouvent, au déclin de leur vie, en désaccord sentimental avec les meilleurs de leurs semblables. Je suis un de ces vaincus. Et puisqu’il y a mille façons d’être en désaccord sentimental avec ses semblables, je précise

qu'il s'agit ici de cette pénible séparation qui rejette un homme hors d'une classe, après une vie d'aspirations communes à cette classe et à lui-même, et qui demeure cependant fidèle au besoin qui l'a toujours poussé de combattre pour la justice.»

Quatrième épisode Le pacte de la honte

La théorie selon laquelle un engrenage totalitaire se met en marche avec la révolution, qui conduit du meilleur des mondes rêvé au pire des mondes créé, serait plus convaincante si le stalinisme n'avait dû, pour s'imposer, rompre avec ses origines, écraser le Parti de la révolution d'Octobre, et s'il n'y avait trace, au fur et à mesure de son ascension, de déchirements, d'alternatives, de choix et de bifurcations, qu'il s'agisse de la politique intérieure ou de la politique internationale.

Dans l'histoire, la victoire est toujours provisoire.

Elle n'est jamais critère de vérité : le jugement des flèches n'existe pas. Pour Lénine et les bolcheviques de 1917, la révolution russe n'était que le premier acte d'une révolution internationale. Son avenir n'était pas pensable indépendamment des succès et des échecs des classes travailleuses dans cette arène mondiale. La montée en puissance de Staline est inversement proportionnelle au développement de la Révolution dans le monde. Parmi les dirigeants bolcheviques centraux de 1917, il est certainement le moins familier des grandes questions internationales.

À plusieurs reprises, des opportunités ont existé, qui pouvaient modifier la trajectoire de la révolution russe. Inversement, chaque défaite renforçait encore la logique du « socialisme dans un seul pays ».

À tel point que la politique internationale qui aboutit au pacte germano-soviétique de 1939, à l'invasion de la Finlande, à l'annexion des États baltes, et à la politique des « zones d'influence » est aux antipodes de la diplomatie révolutionnaire des premières années de la Révolution et de l'Internationale communiste.

1. La tragédie chinoise

La révolution chinoise constitue la première grande épreuve pour la direction stalinienne de l'IC après la rupture de la troïka.

La ligne imposée au jeune Parti communiste chinois s'inspire de la tradition bolchevique antérieure aux thèses d'avril 1917 : l'objectif de la révolution chinoise est une dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie. Chef du Kuomintang, Tchang Kaï-chek est donc considéré comme un allié fiable et durable, membre d'honneur de l'Internationale communiste.

L'apport particulier de la direction de l'IC porte cependant sur deux points : le Parti chinois est intégré contre son gré dans le Kuomintang, auquel il doit livrer la liste de ses membres, et il doit éviter l'apparition de soviets, qui pourraient devenir une pomme de discorde avec l'allié stratégique. En avril 1927, ce dernier se retourne cependant contre les communistes : c'est le massacre de Shanghai.

Intervenant personnellement sur le bilan de cette aventure, Staline ne tire aucune conclusion critique : « Il serait tout à fait faux d'abandonner l'étendard du Kuomintang à la clique de Tchang Kaï-chek... La ligne qui avait été tracée était la seule correcte... » L'Opposition unifiée croit alors que la direction du Parti soviétique et de l'IC va payer le prix de cet échec historique. C'est sous-estimer la réaction de cette direction : elle prend les devants en liquidant l'Opposition dès l'automne.

Staline consolide sa position dans la défaite. Ce n'est pas la dernière fois.

2. La victoire du nazisme en Allemagne

Avec le « grand tournant » de 1929, il se vérifie que la politique de l'IC n'est plus désormais que le prolongement international que la politique intérieure soviétique.

Au tournant brutal vers la collectivisation forcée, la liquidation du koulak et l'industrialisation à outrance, correspond en effet dans le Komintern la théorie de la « troisième période », qui voit partout et à contretemps une « radicalisation » révolutionnaire des masses. C'est dans ce contexte que s'inscrivent aussi bien l'insurrection de Farabundo Martí au Salvador en 1931 que l'impulsion par le Parti communiste vietnamien de soviets dans la région du Nghe Ahn.

L'application la plus grave des thèses de la « troisième période » concerne l'Allemagne. Dès juillet 1929, Manouïlsky, l'homme de Staline dans l'IC, développe l'absurde théorie du « social fascisme » : fascistes et sociaux-démocrates sont des alliés objectifs, et les deux faces d'un même danger. Il va jusqu'à souhaiter ouvertement la victoire du fascisme comme dernière étape avant la victoire inéluctable du socialisme : « Dans de nombreux pays hautement développés, le fascisme sera le dernier stade du capitalisme avant la révolution sociale. » Dès lors, le PC allemand tourne ses coups autant contre la social-démocratie que contre le parti nazi, au lieu de faire front commun (mémoires de Valtin). En janvier-mars 1933, c'est la catastrophe : la victoire électorale d'Hitler, l'incendie du Reichstag, le démantèlement des organisations ouvrières. Le puissant parti allemand a été vaincu sans combat, désarmé par sa propre orientation, et par l'incapacité de ses cadres soumis à Moscou.

Alors même que Thälmann se fait arrêter, la *Pravda* claironne encore l'indestructibilité du Parti allemand.

La perspective révolutionnaire est désormais durablement écartée en Europe centrale. La guerre se profile à l'horizon. Pendant un an, Staline se tait. De son exil turc, Trotski suit pas à pas la situation, tire instantanément les conclusions, déclare que le parti communiste allemand ne se relèvera jamais d'un tel désastre. En revanche, il espère encore un sursaut à l'intérieur de l'Internationale et du Parti communiste soviétique, ne serait-ce qu'un sursaut d'autodéfense devant la menace que signifie le voisinage d'une Allemagne hitlérienne.

En URSS, les oppositions tentent à nouveau de s'unifier. Il est vraisemblable que Kirov ait été jusqu'à établir des contacts indirects exploratoires avec Trotski. Réciproquement, ce dernier envoie une lettre non publique aux dirigeants soviétiques, proposant devant la gravité de la situation une réintégration honorable de l'opposition dans le Parti.

3. Zigzags diplomatiques

La réaction de Staline sera multiple et combinée.

– D'une part, il ne compte plus sur le rôle révolutionnaire du prolétariat et des sections de l'IC, mais essentiellement sur la diplomatie d'État soviétique : il reprend à son compte la diplomatie russe traditionnelle qui joue un jeu de bascule dans l'équilibre européen, s'alliant tantôt avec la France, tantôt avec l'Allemagne et gardant plusieurs fers au feu. Ainsi, dès 1934, l'URSS accepte le traité de Versailles et entre à la SDN. En 1935, Staline reçoit Anthony Eden au Kremlin au son du *God save the Queen* et signe le pacte avec Laval.

– En même temps se prépare la répression de masse contre les oppositions et le premier procès : c'est la rupture jusque dans la fraction victorieuse de la tradition révolutionnaire du parti. Ce qui n'empêche pas, pour soigner l'image internationale de l'URSS, de mettre parallèlement en chantier (avec Radek et Boukharine comme rédacteurs) une nouvelle constitution qui, adoptée en 1936, sera baptisée « la plus démocratique du monde ».

– Enfin, en 1935, le VII^e congrès de l'IC, désormais sous la responsabilité de Dimitrov, opère un tournant parallèle à celui de la diplomatie soviétique. Désormais, plus de « troisième période ».

L'adoption de la ligne des « Fronts populaires », qui ne visent plus à la révolution socialiste mais à la seule défense de la démocratie contre le fascisme, donne satisfaction à nombre de partis inquiets des conséquences désastreuses des orientations de la troisième période (affaiblissement du PCF, quasi-disparition du PC espagnol, protestations des dirigeants italiens...). Dans son rapport, Dimitrov va même jusqu'à envisager le retour à « l'unité organique » avec les partis socialistes, hier encore qualifiés de sociaux fascistes.

En fait, Staline ne doute pas que la guerre soit inévitable. Il a sur ce sujet une certaine constance par-delà ses zigzags. En 1925, commentant le pacte de Locarno, il disait : « Penser que l'Allemagne s'accommodera de cet état de choses, c'est espérer un miracle... Locarno est gros d'une nouvelle guerre européenne. »

Dans l'édition de 1947 de ses *Œuvres*, il fait publier un discours qu'il aurait prononcé en janvier 1925 : « L'étendard de la paix reste notre étendard comme par le passé. Mais si la guerre éclate, nous ne pourrions rester assis les bras croisés. Nous devons y participer, mais nous devons être les derniers à y parti-

ciper. Et nous devons y participer pour jeter dans la balance le poids décisif, le poids qui fera pencher la balance. » Le discours, authentique ou non, veut donner l'image d'une prescience lucide. Il illustre en tout cas la vision du monde de son auteur.

4. La guerre d'Espagne

La guerre d'Espagne constitue la troisième grande épreuve. La politique de Staline s'y inscrit pleinement dans le cadre tracé l'année précédente :

– toujours soucieux de consolider son alliance avec les « démocraties occidentales », Staline approuve leur politique de non-intervention, tandis qu'Hitler et Mussolini violent ouvertement les accords ;

– présent par ses conseillers et cadres militaires, il pèse de tout son poids sur le PCE pour garder à la guerre civile son caractère strictement républicain : d'abord gagner la guerre contre le fascisme, et pour cela contenir la dynamique socialiste de la révolution. La conséquence pratique, c'est l'affrontement ouvert de mai 1937 à Barcelone contre le Poum et une partie du mouvement anarchiste ;

– enfin le Guépéou sur le terrain mène sa propre guerre dans la guerre contre les « trotskistes » et les « anarchistes » : les procès de Moscou trouvent leur prolongement en Espagne où ont lieu de nombreuses liquidations, parmi lesquelles celle de Andreu Nin.

Dans l'opinion mondiale la guerre d'Espagne occupe une place historique et symbolique centrale, comme répétition générale de la guerre. La dernière chance d'un retournement de situation s'y éteint.

La politique de Staline et de l'IC en porte une lourde part de responsabilité. Ainsi semble-t-il que le deuxième procès de Moscou (où sont accusés Radek et Piatakov) ainsi que le

suicide d'Ordjonikidzé ne sont pas sans rapport avec les dissensions apparues à propos de la non-intervention.

Pourtant, l'épopée espagnole va contribuer durablement au prestige antifasciste de Staline et de son régime, même si, des années après, il en sera encore à traquer les témoins gênants que sont les vétérans des brigades internationales.

5. Le pacte honteux

Après les accords de Munich, Staline, sentant ses alliés occidentaux douteux, ressent le besoin d'une double politique. À petits pas, il noue des rapports indirects avec la diplomatie nazie, intéressée en cas de guerre à ne pas avoir à combattre sur deux fronts.

En mai 1939, pour faciliter ces contacts, Staline congédie son chef de la diplomatie, Litvinov : juif. En août, il accepte de recevoir Ribbentrop. Le 23, ce sera le pacte commercial, puis le pacte d'amitié germano-soviétique, avec le protocole secret prévoyant le partage de la Pologne (dont le parti communiste avait été préalablement dissous par l'IC dès l'été 1938).

Ce protocole donne à la Russie l'ensemble des territoires à l'est du Narew, du San et de la Vistule. Il établit que la Finlande, l'Estonie et la Lettonie appartiennent à la sphère d'influence soviétique, tandis que la Lituanie reste dans la sphère allemande. Le 1^{er} septembre, l'armée allemande entre en Pologne. Le 17, l'Armée rouge y intervenait à son tour. Le 28, un nouveau partage accordait aussi la Lituanie à la zone soviétique.

Cette politique des zones d'influence consomme la liquidation de tout reste d'internationalisme au profit du seul intérêt chauvin de l'État soviétique. Elle accomplit avec cynisme, ce que Staline avait dénoncé, dès

1925, dans une réponse à certains diplomates qui suggéraient alors un rapprochement avec les pays de l'ancienne Entente : « Ce serait la route vers le nationalisme et la dégénérescence, le chemin vers la liquidation totale de la politique internationale du prolétariat. Ceux qui sont atteints de ce mal ne voient pas notre pays comme la partie d'un tout qui est le mouvement révolutionnaire mondial, mais comme le commencement et la fin de ce mouvement, croyant que les intérêts de tous les autres pays doivent être sacrifiés aux intérêts de notre propre pays... Ne vaudrait-il pas mieux rétablir des « sphères d'influence » en coopérant avec certaines grandes puissances ? Voilà le raisonnement nationaliste d'un type nouveau qui cherche à se débarrasser de la politique étrangère de la révolution d'Octobre. »

Manœuvre habile pour gagner du temps ? À l'évidence, l'affaire ne se réduit pas à cela. Elle inaugure bien une forme d'expansionnisme.

Célébrant son soixantième anniversaire en décembre 1939, Staline profitait de l'occasion pour assurer Hitler de son amitié en des termes d'un humour sinistre : « L'amitié des peuples de l'Allemagne et de l'URSS, cimentée dans le sang, a toutes les raisons de durer. » En 1941, Staline fait encore assez confiance aux accords pour ne pas croire les informations de Trepper et de Sorge sur les préparatifs d'invasion par l'Allemagne.

C'est une faillite morale qui s'abat de tout son poids sur le mouvement antifasciste et révolutionnaire international.

6. La question nationale

Le pacte germano-soviétique décidait le dépeçage de la Pologne et l'attribution des États Baltes et de la Finlande à la zone d'influence soviétique. Dès septembre-octobre, les troupes

soviétiques étaient installées dans les États baltes restés formellement souverains (ils seront « volontairement » annexés en août 1940). La Finlande ayant refusé l'installation de bases stratégiques soviétiques, la guerre russo-finlandaise éclatait le 30 novembre 1939. C'est l'opposé absolu de la politique sur la question nationale inaugurée en 1918 par la révolution victorieuse.

L'ironie de l'histoire veut que ce soit précisément Staline, commissaire aux nationalités, qui, pour sa première apparition publique sous ce titre, soit intervenu au congrès du Parti finlandais pour proclamer l'indépendance du pays vis-à-vis de la Russie. Alors que le gouvernement de Kerensky avait maintenu la souveraineté de l'empire russe sur la Finlande, Staline, dans un communiqué signé de son nom et de celui de Lénine, venait dire aux délégués : « La pleine liberté de déterminer leur propre vie est donnée aux Finlandais aussi bien qu'aux autres peuples de Russie ! Une alliance volontaire et honnête entre les peuples russe et finlandais ! Pas de tutelle, pas de contrôle d'en haut sur le peuple finlandais ! Tels sont les principes directeurs de la politique du conseil des commissaires du peuple. »

Depuis, de la Géorgie aux pays baltes en passant par la Pologne, les dits principes avaient été mis à mal.

7. Fissures

Au terme de ces évolutions, la politique internationale est devenue un simple appendice de l'intérêt d'État soviétique. L'Internationale communiste a été pliée à ses besoins.

Ce processus de subordination a commencé dès le V^e congrès de l'IC, sous couvert de la bolchevisation. Mais il a été long et complexe : malgré le prestige du Parti soviétique, il n'était pas toujours simple de se soumettre inconditionnellement

tionnellement pour des militants et des dirigeants rebelles, parfois héroïques, souvent de fortes personnalités.

Ce fut l'objet d'une bataille prolongée, aux résultats inégaux, émaillée de coups bas et de machinations qui ont durablement empoisonné les mœurs du mouvement ouvrier. En France, l'entreprise s'achève avec la formation et la stabilisation de la direction de Maurice Thorez, en Espagne avec le renforcement du PC dans la guerre civile et la mise en place d'une direction fidèle à Moscou...

Dans d'autres cas, le processus n'aboutit pas pleinement.

En Chine, Mao prend la direction du Parti au cours de la Longue marche, après une bataille acharnée contre le groupe dit des bolcheviques, formés à Moscou (comme en témoignent les mémoires de Wang Ming).

En Yougoslavie comme en Chine, des dirigeants, échaudés par les conséquences de la ligne dictée de Moscou, cherchent à s'assurer une plus grande indépendance. En 1937, Tito obtient la direction du PC à l'intérieur, plus d'autonomie, et propose, en tant que responsable à l'organisation, que le CC reste clandestinement au pays et que le Parti yougoslave ait ses finances propres. À partir de cette date, il n'est plus subventionné par le centre, ce qui implique une réduction de moitié du salaire des permanents. Le Komintern a alors hésité à dissoudre le PCY comme le PC polonais. Jusqu'en 1939, il ne ratifie pas l'élection de Tito comme secrétaire général. Ces deux craquements portent en germe les conflits ultérieurs.

Même mise au pas l'Internationale communiste créée au lendemain de la révolution, dont la plupart des dirigeants et fondateurs ont disparu dans les purges, représente encore un boulet. Staline s'en débarrassera en 1943 en

déclarant sa dissolution pure et simple au moment où s'engageront les grandes négociations sur le partage du monde.

Cinquième épisode Demande-t-on des comptes aux vainqueurs ?

Malgré son agriculture dévastée, ses cadres décimés, son armée décapitée, l'URSS a gagné la guerre. Staline, d'abord fauteur de défaites, en sortit avec l'image d'un organisateur de la victoire : habileté d'un homme ou sursaut d'un peuple ?

1. Le temps gagné ?

À la fin 1940, Molotov se rend à Berlin, où Hitler lui propose un pacte à quatre (avec l'Italie et le Japon), dont Staline accepte formellement le principe, à condition qu'Hitler retire ses troupes de Finlande, reconnaisse l'appartenance de la Bulgarie à la sphère d'influence soviétique, et négocie sur sa présence dans le détroit.

Pour se garder d'un second front, le 14 avril 1941, Staline conclut un pacte de neutralité avec le Japon, qui a en échange les mains libres pour sa guerre dans le Pacifique : « Vous et moi sommes des Asiatiques », dit Staline de bonne humeur au ministre Matsuoka.

Pourtant, les avertissements pleuvent. L'Allemagne masse quatre millions de soldats, ses blindés, ses avions aux frontières. Staline fait la sourde oreille. Après le pacte germano-soviétique, il a interdit la propagande antifasciste en URSS, paralysé le PC roumain.

Molotov déclarait à la cinquième session extraordinaire du Soviet suprême : « L'on peut accepter ou refuser l'hitlérisme, comme toute autre idéologie, cela dépend des convictions politiques de chacun, mais il est bien clair

qu'on ne peut détruire une idéologie par la force... Il est donc insensé et même criminel de mener une telle guerre dans le seul but de détruire l'hitlérisme sous le faux prétexte de lutter pour la démocratie. » Après ce discours, Béria donnait l'ordre secret à l'administration du goulag d'interdire aux gardiens des camps de traiter les prisonniers politiques de fascistes !

Le 14 juin encore, les journaux soviétiques publient une déclaration du gouvernement, si tristement ridicule : « D'après les renseignements recueillis par l'URSS, l'Allemagne observe aussi scrupuleusement que l'URSS les termes du pacte germano-soviétique de non-agression. C'est pourquoi on estime, dans les milieux soviétiques, que les rumeurs selon lesquelles le plan de l'Allemagne viserait à rompre le pacte et à lancer une attaque contre l'URSS sont sans fondements. Nous supposons que le récent transfert de troupes allemandes, soustraites aux opérations dans les Balkans jusqu'aux régions Est et Nord-Est de l'Allemagne, est motivé par d'autres raisons, qui sont sans incidences dans les relations germano-soviétiques. » L'ambassadeur britannique est publiquement attaqué pour propagation de fausses rumeurs quant à l'imminence d'une guerre russo-allemande.

Pourtant, le 22 juin, jour anniversaire de l'entrée de Napoléon en Russie, c'est l'attaque allemande. L'effondrement rapide de la France avait déjoué les calculs de Staline, escomptant qu'Hitler s'userait à l'Ouest avant de pouvoir se retourner contre l'URSS. Mais il s'obstine à ne pas prendre la menace au sérieux. Ses dénégations pourraient être tactiques, viser à gagner le maximum de temps, à éviter de donner tout prétexte. Mais les faits sont là : l'attaque du 22 juin prend l'état-major soviétique par surprise. Alors que l'attaque a bel et bien commencé, le commissaire à la

Défense, Timochenko, donne l'ordre à ses troupes d'attaquer l'envahisseur, mais de ne « franchir la frontière sous aucun prétexte » : la guerre a commencé et le haut commandement espère encore qu'il s'agit d'une erreur...

Pendant plus de dix jours, Staline disparaît : du 24 juin au 2 juillet, dans la masse des directives, aucune signée de sa main. Personne ne sait où il est, ce qu'il pense. Khrouchtchev raconte qu'il a tout simplement passé son temps à boire. Quand le Politburo vient le chercher, il croit d'abord qu'on vient l'arrêter.

A posteriori, il ne manquera pas de cynisme dans son toast de victoire, le 24 mai 1945, au Kremlin : « Notre gouvernement a fait quelques erreurs et nous étions dans une situation désespérée pendant un moment en 1941-1942 quand notre armée reculait sans autre possibilité de choix. Un autre peuple aurait dit à son gouvernement : Tu n'as pas tenu tes promesses. Va-t'en. Nous installerons un nouveau gouvernement qui négociera avec les Allemands... Mais le peuple russe, cependant, ne prit pas ce chemin. Merci à lui de cette confiance. »

Merci à lui... Quelques erreurs... Le maréchal Gretchko raconte qu'en trois semaines « l'ennemi a mis hors de combat 28 de nos divisions, tandis que plus de 70 divisions perdirent 50 % ou plus de leurs effectifs et de leur matériel. » C'est une débâcle.

Staline a-t-il habilement manœuvré pour gagner du temps ? Entre 1939 et 1941, pendant ces vingt-deux mois de « répit », les effectifs de l'Armée rouge ont été multipliés par 2,5. Mais Hitler aussi a gagné du temps. Il a triomphé à l'Ouest, renforcé son potentiel industriel et son armement, eu le temps de concentrer ses forces. Sans parler du désarmement moral. Ce « répit » a coûté cher au peuple soviétique.

2. Stalingrad

Staline reprend la parole dans le discours radiodiffusé du 3 juillet, qui est un appel à la résistance nationale, dans la tradition de Nevsky, Souvourov et Koutouzov. Comme en 1812, c'est une « guerre patriotique et nationale ». Il conclut en appelant le peuple à se rallier « au Parti de Lénine et de Staline ».

Vers la fin de 1941, selon Voznesensky, directeur du Gosplan, 40 % de la population soviétique vivent sur le territoire occupé par les Allemands ; 65 % de la production de charbon d'avant-guerre venait de ces territoires, 68 % du fer, 58 % de l'acier, 60 % de l'aluminium, 38 % du blé, 84 % du sucre, et 41 % des voies ferrées.

En janvier, l'Armée rouge remporte une première victoire en desserrant l'étau autour de Moscou. Staline, qui s'est ressaisi, commence à croire à la victoire définitive pour 1942.

Pourtant, les alliés retardent l'ouverture du second front à l'Ouest. Entrevue orageuse avec Churchill : « ils voudraient nous faire saigner... »

Pendant l'été, c'est le début de la bataille de Stalingrad.

Il n'existait pas de raison militaire impérieuse pour que Stalingrad devienne le théâtre de la plus grande bataille de la Seconde Guerre mondiale. Pour Hitler, le nom même de la ville était un défi : « il retira des forces du front principal et de partout ailleurs pour s'emparer de la ville et épuisa ainsi son armée » (Liddell Hart). Pour Staline aussi, l'enjeu symbolique était multiple. Le mérite de la victoire décisive d'octobre 1918 à Tsaritsyne était resté controversé, même si, cinq ans environ après l'événement, la ville fut rebaptisée Stalingrad. En outre, c'est à Tsaritsyne qu'avait pris corps le premier noyau de la vieille garde stalinienne.

À Stalingrad donc, Staline « défendait devant l'histoire sa propre légende », comme si une nouvelle victoire devait du même coup confirmer et authentifier la première.

« Voici trois mois, un nom a saisi l'humanité tout entière et il ne l'a plus lâchée depuis : Stalingrad. Savez-vous ce que c'est que Stalingrad ? Il y a vingt-cinq ans, c'était une ville de province russe endormie, et au-dessus de l'eau, au-dessus de la steppe, retentissait la chanson mélancolique des bateliers de la Volga. La ville s'appelait alors Tsaritsyne. En l'an 1918, Tsaritsyne constituait le bastion de la jeune puissance soviétique. Staline en dirigeait la défense. Tsaritsyne devint Stalingrad, la ville de Staline. Plantée dans ce nom-là elle se mit à croître pendant les premières années de l'édification soviétique. C'est ici que fut construite la première usine de tracteurs géante d'URSS [...] »

La ville s'allongea, s'étira le long de la Volga, une rivière de vie entre fleuve et steppe, longue de dizaines de kilomètres ; des cités ouvrières au milieu de jardins et bosquets, et sans cesse de nouveaux blocs d'usines, des hauts-fourneaux et des gratte-ciel : six cent mille habitants et, d'année en année, de nouvelles écoles, des salles de théâtre, des bibliothèques, des crèches. Une croissance sans fin – voilà ce qu'était Stalingrad. C'était, chers auditeurs et auditrices, mais aujourd'hui, qu'est Stalingrad ? Pire qu'un enfer, une horreur sans nom. Stalingrad, le piège de la mort, disent les soldats allemands... Demandez à un soldat ce que signifie une demi-heure de corps à corps dans cette guerre ! Mais quatre-vingts jours et quatre-vingts nuits de corps à corps – ça, c'est Stalingrad ! La rue et la route ne se mesurent pas en mètres mais en morts... Il n'y a plus une maison debout, ni un arbre, ni une charpente, mais Stalingrad vivant se tient debout...

Voilà Stalingrad, une ville qui n'est plus une ville, le jour un nuage ardent, la nuit un océan de flammes. Et ce nuage dévore l'armée hitlérienne. Et ces flammes sillonnent le ciel en avant des peuples. C'est ça, Stalingrad... Stalingrad a cessé d'être une ville et n'est plus qu'une flamme. Les Allemands ont lâché des tracts : Rendez-vous ! À mille mètres au-dessus du sol, les tracts ont été réduits en cendres. Jamais Stalingrad ne se rendra, le bûcher de l'armée d'Hitler, la flamme de l'espoir des peuples : Stalingrad ! » (commentaire radiophonique d'Ernst Fischer, le 25 octobre 1942).

Et le 1^{er} février 1943, l'armée allemande de Von Paulus se rendait à Stalingrad. Stalingrad n'est pas seulement un tournant dans la guerre ; c'est aussi un tournant de l'histoire russe, un point de rupture dans la Russie d'après Octobre. C'est la tension des énergies révolutionnaires du peuple, le dévouement et l'abnégation des survivants du bolchevisme décimé qui font aussi Stalingrad.

Dans la lutte acharnée, la chape de la méfiance bureaucratique semble avoir disparu. Au fond de l'horreur, V. Grossman évoque le sentiment paradoxal, « ce sentiment d'égalité qui était si fort à Stalingrad », tandis que « le courroux de l'État, qui faisait se courber des millions d'hommes, ici, au front, ne valait plus tripette... ». Il évoque ces « minutes de silence où seuls régnaient des sentiments humains », et l'espoir d'une libération, de la fin du cauchemar.

Pourtant, Stalingrad parachève la victoire de Staline et la rechute dans l'abjection bureaucratique : « Faut-il poursuivre le récit sur les généraux de Stalingrad après que la défense eut pris fin ? Faut-il parler du spectacle pitoyable qu'ont offert certains chefs de Stalingrad ? Des scènes incessantes d'ivrognerie, des disputes autour de la gloire à partager ? Com-

ment un Tchouïkov ivre s'est jeté sur Rodimtsev et a essayé de l'étrangler pour la seule raison qu'au cours d'un meeting en l'honneur de la victoire, Nikita Khrouchtchev a embrassé Rodimtsev dans un regard pour Tchouïkov, debout juste à côté ? »

Les combattants ont bien eu la prescience qu'une fois la guerre terminée, « la force qui les avait jetés au fond de ce trou, leur avait enfoncé la gueule dans la boue, cette force opprimerait les vainqueurs aussi bien que les vaincus ». Car Stalingrad marque aussi l'entrée définitive de la Russie dans la modernité étatique : « Stalingrad, l'offensive de Stalingrad, a contribué à créer une nouvelle conscience de soi dans l'armée et la population. Les Soviétiques, les Russes avaient maintenant une autre vision d'eux-mêmes, une autre attitude à l'égard des autres nationalités. L'histoire de la Russie devenait l'histoire de la gloire russe au lieu d'être l'histoire des souffrances et des humiliations des ouvriers et paysans russes... La guerre accéléra ce processus jusqu'alors souterrain, elle permit l'éclosion du sentiment national ; le mot russe retrouva son sens. »

Au lendemain de la victoire, Staline se proclame maréchal (mars 1943), rétablit dans l'Armée rouge épauettes et salut militaire, se réconcilie avec l'Église orthodoxe, exalte la slavophilie.

3. Le partage du monde

La victoire de Stalingrad a modifié les données de la guerre et de la diplomatie. Staline n'est plus demandeur. Il fait figure de vainqueur. Son prestige et son autorité sortent renforcés. C'est alors que se joue, en trois actes, le nouvel équilibre du monde : Téhéran (décembre 1943), Yalta (février 1945), Potsdam, (juillet 1945).

À Téhéran, les trois questions brûlantes sont : l'ouverture du second front, les frontières polonaises, le sort de l'Allemagne vaincue.

Sur la première, Staline obtient, contre la proposition de Churchill d'un débarquement dans les Balkans, l'accord pour un débarquement en Normandie. Au-delà de l'enjeu stratégique, le choix engage la délimitation des zones d'influence au cœur de l'Europe.

Il se concrétise pour une bonne part dans la discussion sur les frontières de la Pologne. Staline envisage la ligne Curzon à l'Est, qui confirmerait les intérêts territoriaux soviétiques, et la ligne Oder-Neisse à l'Ouest qui amputerait l'Allemagne orientale.

Enfin, les trois interlocuteurs semblent alors d'accord pour imposer à l'Allemagne vaincue une « paix carthaginoise », démanteler son industrie, et la réduire à un pays agricole sous tutelle.

À Téhéran, Roosevelt suggère pour l'après-guerre un partage de responsabilités entre « quatre agents de police » (États-Unis, Grande-Bretagne, URSS, Chine). Le découpage des zones d'influences se dessine. Il va se concrétiser dans le cas concret des Balkans lors de la visite à Moscou de Churchill et A. Eden en octobre 1944.

Au moment de la rencontre de Yalta, la victoire militaire est acquise. La perspective reste celle d'un démantèlement à 80 % de l'industrie allemande. Mais, surtout, à travers la discussion sur la future organisation des Nations unies, prend corps l'idée d'un condominium mondial à trois.

Churchill remarque ironiquement qu'ils forment un club très fermé, « un club très exclusif car le droit d'entrée représente au moins cinq millions de soldats ou leur équivalent ».

À Potsdam enfin, les dispositions sur l'occupation et le statut de l'Allemagne vaincue,

amorcent une bombe à retardement au centre de l'Europe.

4. La preuve par la tragédie grecque

Dans ses *Mémoires*, Churchill raconte son entrevue du 9 octobre 1944 avec Staline : « Le moment était favorable pour agir. C'est pourquoi je déclarai : « Réglons nos affaires dans les Balkans. Vos armées se trouvent en Roumanie et en Bulgarie. Nous avons des intérêts, des missions et des agents dans ces pays. Évitions de nous heurter pour des questions qui n'en valent pas la peine. En ce qui concerne la Grande-Bretagne et la Russie, que diriez-vous d'une prédominance de 90 % en Grèce pour nous, et de l'égalité 50-50 en Yougoslavie ? » Pendant qu'on traduisait mes paroles, j'écrivis sur une demi-feuille de papier : Roumanie : Russie 90 %, les autres 10 % ; Grèce : Grande-Bretagne 90 %, Russie 10 % ; Yougoslavie : 50-50 % ; Hongrie : 50-50 % ; Bulgarie : Russie 75 %, les autres 25 %... Je poussais le papier devant Staline à qui la traduction avait alors été faite. Il y eut un léger temps d'arrêt. Puis il prit son crayon bleu, y traça un gros trait en matière d'approbation, et nous le rendit. Tout fut réglé en moins de temps qu'il n'en faut pour l'écrire... Il y eut ensuite un long silence. Le papier, rayé de bleu, demeurait au centre de la table. Je dis finalement : « Ne trouvera-t-on pas un peu cynique que nous ayons l'air d'avoir réglé ces problèmes dont dépend le sort de millions d'êtres d'une façon aussi cavalière ? Brûlons ce papier. – Non, gardez-le, dit Staline. »

Dès le 14 octobre, le corps expéditionnaire britannique débarquait en conséquence en Grèce, deux jours à peine après le départ des troupes allemandes. Le Parti communiste grec, avec son front de résistance (EAM) et son armée de partisans (Elas) de 70 000 combattants détenait un pouvoir de fait.

Les conseillers militaires soviétiques ne lui ont jamais donné le feu vert pour attaquer les troupes allemandes qui se retirent et renforcer son armement à leurs dépens.

Le 3 décembre, les Britanniques ouvrent le feu sur une manifestation place Syntagma : vingt-huit morts, des centaines de blessés. La direction du PC refuse le combat. Sa police politique (Opla) se retourne au contraire contre ses opposants de gauche : des centaines de militants sont assassinés.

À Noël, la situation militaire est déjà assez sûre pour que Churchill vienne en personne à Athènes. Le 5 janvier, l'Elas quitte la ville, après avoir perdu plus de 10 000 hommes. Le 11, elle demande l'armistice. Le 12 février, les accords de Varkiza consacrent sa défaite et lui imposent de rendre les armes. Commence alors la terreur blanche qui conduira à la guerre civile de 1946-1949.

Conformément aux accords du 9 octobre, Staline garda le silence. Pendant les opérations de répression, Churchill écrivait à A. Eden : « J'admire de plus en plus la loyauté avec laquelle Staline s'est retiré de Grèce selon les termes de notre accord, et cela en dépit des tentations qu'il y avait pour lui de rester là et des pressions qui devaient s'exercer sur lui. » Plus tard, il écrivait encore : « En Angleterre, cela créa des remous, le *Times* et le *Manchester Guardian* critiquèrent notre politique qu'ils qualifiaient de réactionnaire. Mais Staline, lui resta fidèle en tout point aux accords d'octobre que nous avons conclus avec lui ; et pendant les longues semaines où nous nous sommes battus contre les communistes dans les rues d'Athènes, ni la *Pravda*, ni les *Izvestia* n'écrivirent un mot de reproche contre nous. » (*Triumph and Tragedy*, 1953.)

Quant à Staline, le 24 avril 1945, il écrit dans un message à Truman et Churchill : « Il

semble que vous ne soyez pas d'accord pour reconnaître à l'Union soviétique le droit de compter sur un gouvernement ami en Pologne et pour admettre que le gouvernement soviétique ne peut accepter l'existence en Pologne d'un gouvernement qui lui soit hostile... Je ne sais pas si, en Grèce, le gouvernement est véritablement représentatif et si le gouvernement belge est réellement démocratique. L'Union soviétique n'a pas cherché à le vérifier lorsque ces gouvernements se sont créés. Le gouvernement soviétique n'a pas prétendu se mêler de ces affaires, car il comprend la signification que la Belgique et de la Grèce ont pour la sécurité de la Grande-Bretagne... »

5. Staline renforcé

Comme le comprend fort bien Grossman, on ne demande pas des comptes aux vainqueurs. Les troupes soviétiques entrent dans les capitales d'Europe de l'Est et à Berlin. Le 24 juin 1945, Staline, juché sur le mausolée de Lénine, reçoit les drapeaux pris à l'ennemi, que les troupes du général Rokossovsky jettent à ses pieds.

Sixième épisode Plus dure sera la chute

1. Le socialisme dans une seule zone ?

À la fin de la guerre, les partis communistes de par le monde comptent environ quatorze millions de membres contre un million à peine à la veille de la guerre. L'Internationale de Lénine a été dissoute en 1943.

Staline multiplie les gages, non seulement en Grèce, mais aussi en Italie avec la reconnaissance du gouvernement Badoglio (mars 1944), en remplissant ses engagements au moment de l'offensive allemande des Ardennes, et en imposant à pratiquement tous les partis communistes (notamment en France

et en Italie) leur ligne d'union nationale, de reconstruction et de dépôt des armes. Mais le rapport de forces évolue. Les États-Unis ont utilisé la bombe atomique à Hiroshima. La guerre civile grecque reprend en 1946. Les partis communistes sont éjectés des gouvernements en 1947.

À la Libération, le PC tchèque est relativement majoritaire avec près de 40 % aux élections de 1946, alors que le PC hongrois, très minoritaire (15 %), met la main sur la police. En Pologne et en Roumanie, les PC ont le contrôle de l'armée. Ces pays, à l'exception d'un traitement de faveur pour la Bulgarie, sont soumis au tribut des réparations. Les « démocraties populaires » sont considérées comme des États tampons, mixtes dans leur économie comme dans leur politique.

Soumises à une polarisation croissante, elles doivent basculer dans « un camp » ou dans l'autre. Or, elles sont attirées dans l'orbite économique occidentale et risquent d'être définitivement aspirées par la mise en œuvre du plan Marshall. En 1947, la situation change donc. C'est le virage vers la guerre froide.

Les partis communistes français et italiens sont tancés à Moscou pour opportunisme. Le Kominform est constitué pour isoler le Parti communiste yougoslave, et serrer la vis du mouvement communiste.

C'est en 1947-1948, que les partis communistes prennent le monopole du pouvoir politique dans les cinq pays du « glacis » (Pologne, Bulgarie, Hongrie, Roumanie, Tchéco). Le coup de Prague symbolise cette prise du pouvoir par le haut, adossée à la puissance de l'Armée rouge.

2. Des fêlures aux fractures

À la différence de ce qui s'est passé dans les pays du glacis, le Parti communiste yougoslave a réellement pris le pouvoir à la tête

d'une résistance de masse à l'occupation allemande. Il a développé dans cette lutte une personnalité et une physionomie propres déjà perceptibles avant la guerre.

Aux yeux du Kominform, les communistes yougoslaves sont « coupables de s'être libérés tout seuls ». Or, en 1947, Dimitrov évoque dans une interview publique, qu'il devra renier, une fédération socialiste des Balkans, incluant la Grèce ! Staline bougea son fameux « petit doigt » et le PC yougoslave fut cloué au pilori par une résolution du Kominform du 28 juin 1948 : en revendiquant la sauvegarde de son indépendance, la Yougoslavie avait basculé dans l'hérésie.

La deuxième fracture est celle de la révolution chinoise. Le 14 août 1945, Staline avait signé avec Tchang Kaï-chek un « traité d'amitié et d'alliance sino-soviétique », en vertu duquel, conformément aux clauses secrètes de Yalta, l'URSS récupérerait les bases et les concessions arrachées par la Russie à la Chine, et perdues lors de la guerre russo-japonaise de 1904.

Mais le PC chinois refuse de déposer les armes et se prépare à une guerre civile qu'il juge inévitable. Les accords de Tchongking, commentés par Mao, sont l'exact opposé des accords de Varkiza en Grèce : Mao veut garder les armes.

Pourtant, la marche au pouvoir, jusqu'à la victoire d'octobre 1949, se fait envers et contre les intérêts de la diplomatie soviétique : au début de la guerre civile, Staline installe en Mandchourie les fonctionnaires du Kuomintang, en attendant l'arrivée des troupes nationalistes ; il fait protéger les responsables du KMT lors de l'évacuation de Kharbine ; en 1947, à la veille de l'offensive de l'armée rouge chinoise, il déconseille à ses dirigeants d'occuper les villes et leur recommande de rester

dans les campagnes pour y poursuivre la guérilla ; lors du soulèvement populaire du Sin Kiang, il aide Tchang à dissoudre le nouveau pouvoir insurrectionnel et à rétablir un gouvernement de coalition qui dut être renversé une seconde fois...

La victoire de la révolution chinoise porte en germe le conflit sino-soviétique.

3. Nouvelles purges

Sur le plan intérieur, l'agriculture ne surmonte toujours pas les ravages de la collectivisation forcée. L'industrialisation ne progresse que lentement. En même temps la mégalomanie bureaucratique atteint des proportions délirantes, avec « le grand plan de Staline pour la transformation de la nature » (plan destiné à modifier le climat en plantant des millions d'hectares de forêt et en inversant le cours des rivières).

En 1949, Staline donna l'ordre de construire une voie de chemin de fer entre Salekhard et Ikarga, censée doubler la voie maritime du Grand Nord, au milieu des étendues désolées du Nord. Quand on eut posé les rails et construit les installations, on arrêta la construction, car « la ligne était inutile ».

En même temps, le virage vers la guerre froide se double d'une nouvelle offensive répressive. La guerre avait besoin d'hommes de volonté et d'initiative, qui ont acquis une stature et une autonomie potentielle inacceptable pour Staline. Dès 1946, Joukov disparaît de l'avant-scène. À son retour en URSS, Trepper est emprisonné à la Loubianka. De nombreux prisonniers de guerre sont accueillis comme des traîtres et déportés à peine rentrés au pays.

Une remontée de l'antisémitisme se développe en même temps que la campagne contre le cosmopolitisme : pas un seul juif n'est

nommé à un poste significatif de responsabilité au cours des années quarante-cinquante; assassinat de l'acteur Mokheuls en 1948, liquidation du Comité antifasciste juif; arrestation de Lozovsky, dimension antisémite du procès de Prague; enfin, en janvier 1953 annonce de l'arrestation des « blouses blanches », médecins juifs pour une bonne part, accusés d'avoir assassiné Jdanov et d'avoir voulu attenter à la vie d'autres notables; campagne antisémite à cette occasion qui rappelle les pogroms...

Le plus important, ce sont les procès de Prague, Budapest et Sofia. Ces procès ne sont que le sommet visible d'une vaste purge au cours de laquelle près de deux millions de membres des partis communistes du « glacis » auraient été épurés, dont 100 000 à 200 000 emprisonnés (parmi lesquels Gomulka, Kadar, Husak). Rajk, Slansky, Kostov et d'autres furent condamnés à mort et exécutés. Rajk et Slansky étaient juifs. Au moment de la mort de Staline il y avait plus de 150 000 prisonniers politiques dans les camps en Hongrie. Cette épuration de masse, qui règle plusieurs comptes (avec les anciens des brigades internationales d'Espagne, avec les suspects de titisme), vise à une subordination complète des PC concernés à l'appareil du Kremlin.

« Les temps nouveaux n'avaient besoin que de la peau de la révolution et on écorchait les hommes encore vivants. Ceux qui revêtaient la peau de la révolution parlaient sa langue, répétaient ses gestes, mais ils avaient un autre cerveau, d'autres poumons, un autre foie, d'autres yeux. Staline! Le grand Staline! Il avait probablement une volonté de fer, mais il était le plus faible de tous. Esclave du temps et des circonstances, serviteur humble et résigné du jour présent, ouvrant tout grand la porte aux temps nouveaux... » (Grossman).

4. Le coryphée de la science

« Les travailleurs du monde entier, disait Piatakov à son procès, connaissent et aiment leur Staline, et sont fiers de lui. Sous la conduite de nos chefs, le pays va de victoire en victoire. »

Ce n'était que le début du culte. Depuis, il n'a cessé de s'approfondir. En biologie, en linguistique, en littérature, Staline décide de tout. Entre 1946 et 1952, pas moins de six cents livres sont consacrés aux discours et œuvres de Staline, dont la pensée est désormais considérée infaillible.

Staline lui-même aurait contribué à choisir les paroles du nouvel hymne national: « Staline nous a éduqués – il nous a inspiré la foi dans le peuple, l'effort et les exploits [...]. Il nous a inspirés. » Le 2 juillet 1951, il signe un décret prévoyant l'érection d'une statue monumentale de lui-même, pour laquelle il commande trente-trois tonnes de bronze...

L'amitié Staline-Lénine devient dans l'historiographie aussi légendaire que celle de Montaigne et de La Boétie. Sa biographie est réécrite à l'encontre de toute vraisemblance. Il tranche dans l'affaire Lyssenko en faveur de la biologie prolétarienne... Il veille dans les manuels à ce que figure en même temps l'éloge de son propre génie et de sa propre modestie.

Quand il soupçonnait son entourage de ne pas partager ses soupçons ou ses phobies, rapporte Khrouchtchev, il se tordait les mains de désespoir: « Que deviendriez-vous sans moi? [...] Vous êtes aussi aveugles que des poulets! » « Si vous rencontrez des difficultés dans votre travail, ou si vous doutez soudain de vos capacités, pensez à lui, pensez à Staline et vous trouverez la confiance dont vous avez besoin. Si vous vous sentez fatigué à un moment où vous ne devriez pas l'être, pensez à lui, pensez à Staline et votre travail marchera bien. Si vous cherchez à prendre une décision correcte,

pensez à lui, pensez à Staline, et vous prendrez cette décision: « Staline a dit » est synonyme de « ainsi pense le peuple ». « Le peuple a dit » signifie « ainsi a pensé Staline » » (*Pravda* du 17 février 1950).

5. Staline est mort

En 1952, peu après le XIX^e congrès, Staline traite Molotov et Vorochilov d'espions britanniques, Mikoyan d'espion turcs. Lors d'un dîner, il accuse Ehrenbourg et A. Tolstoï d'être des espions internationaux. Tout laisse présager un nouveau 1937.

« L'agonie fut horrible. Nous le vîmes littéralement s'étouffer à mort. À ce qui semblait être le tout dernier moment, il ouvrit brusquement les yeux et jeta un regard sur tous ceux qui se trouvaient dans la chambre. C'était un regard horrible, un regard de fou, de colère peut-être, et qui était effrayé par la mort et par les visages étranges des médecins qui se penchaient au-dessus de lui. Puis il se produisit quelque chose d'incompréhensible et d'effrayant... Il leva brusquement la main gauche, comme s'il voulait indiquer quelque chose au-dessus de lui et nous lancer à tous une malédiction. Ce geste était incompréhensible et chargé de menace et personne ne pouvait dire contre qui ou contre quoi il était dirigé. Tout de suite après, à la suite d'un ultime effort, l'esprit dans un déchirement s'affranchit du corps. » (Svetlana Allilouieva, *Vingt lettres à un ami.*)

Trois ans après à peine, au XX^e congrès, à huis clos, le rapport « secret » de N. Khrouchtchev, confirme officiellement bien des accusations et dénonciations émises par les oppositionnels, mais écartées sous prétexte « d'ant-soviétisme ».

Le rapport part de l'assassinat de Kirov, insiste sur les éliminations dont fut frappé le

CC élu au congrès des vainqueurs, s'arrête sur l'élimination de notables staliniens comme Postychev ou Chubar, mais ne dit rien des grands procès de 1936-1938.

Il parle de Beria comme de ce « misérable qui se hissa sur l'échelle du gouvernement par-dessus un nombre indicible de cadavres ? » Mais comment cela a-t-il été possible ? Quelle est la responsabilité de ceux qui se sont tus ?

Le culte et le pouvoir de fascination de Staline n'expliquent rien.

« La violence exercée par l'État totalitaire est si grande qu'elle cesse d'être un moyen pour devenir l'objet d'une adoration mystique et religieuse... La nature de l'homme subit-elle une mutation dans le creuset de l'État totalitaire ? L'homme perd-il son aspiration à la liberté ? Dans la réponse à ces questions

résident le sort de l'homme et le sort de l'État totalitaire. Une transformation de la nature même de l'homme impliquerait le triomphe universel et définitif de la dictature de l'État, la conservation de l'instinct de liberté chez l'homme impliquerait la condamnation de l'État totalitaire. » (Grossman.)

1997